

The logo for Fondasol, featuring the word "fondasol" in a bold, orange, sans-serif font. The letter "o" is replaced by a stylized graphic of three overlapping, curved segments in orange, blue, and grey, which also forms part of a larger circular graphic on the right side of the page.

fondasol

PIERRELATTE (26)

Étude géotechnique G1 + G2 phase AVP

Rapport n° PR.84GT.21.0186 – 001 – 1^{ère} diffusion

JOBRY SAS

**Construction d'un hôtel
Chemin des planchettes**

AGENCE D'AVIGNON

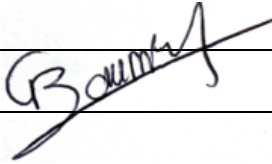
231 route de Morières
Z.A. de Saint Montange
84 270 – VEDENE

 **04.32.70.17.57**

 **avignon@fondasol.fr**

SUIVI DES MODIFICATIONS ET MISES A JOUR

FTQ.261-B

Rév.	Date	Nb pages *	Modifications	Rédacteur	Contrôleur
-	21/10/2021	31	1 ^{ère} diffusion	C. BAUMET	B. VUILLAUME
A					
B					
C					

REV PAGE	-	A	B	C	REV PAGE	-	A	B	C	REV PAGE	-	A	B	C
1	X				41					81				
2	X				42					82				
3	X				43					83				
4	X				44					84				
5	X				45					85				
6	X				46					86				
7	X				47					87				
8	X				48					88				
9	X				49					89				
10	X				50					90				
11	X				51					91				
12	X				52					92				
13	X				53					93				
14	X				54					94				
15	X				55					95				
16	X				56					96				
17	X				57					97				
18	X				58					98				
19	X				59					99				
20	X				60					100				
21	X				61					101				
22	X				62					102				
23	X				63					103				
24	X				64					104				
25	X				65					105				
26	X				66					106				
27	X				67					107				
28	X				68					108				
29	X				69					109				
30	X				70					110				
31	X				71					111				
32					72					112				
33					73					113				
34					74					114				
35					75					115				
36					76					116				
37					77					117				
38					78					118				
39					79					119				
40					80					120				

* nombre de pages hors annexes

SOMMAIRE

A.	Présentation de notre mission	5
A.1.	Eléments du contrat	5
A.2.	Mission selon la norme NF P94-500	5
A.3.	Prestations conjointes réalisées par FONDASOL	6
A.4.	Documents à notre disposition pour cette étude	7
A.5.	Description du projet	8
A.6.	Programme d'investigations	9
B.	Caractéristiques générales du site	11
B.1.	Résultats de l'enquête documentaire	11
B.2.	Description générale	14
C.	Résultats des investigations	15
C.1.	Lithologie	15
C.2.	Données géomécaniques	15
C.3.	Données hydrogéologiques	16
D.	Principes de construction envisageables pour les ouvrages géotechniques	18
D.1.	Contraintes spécifiques du site / identification des aléas géotechniques majeurs	18
D.2.	Données liées au risque sismique	18
D.3.	Première approche de la Zone d'Influence Géotechnique (ZIG)	19
D.4.	Impact des fouilles archéologiques	19
D.5.	Première approche des dispositions vis-à-vis de la nappe, soutènement et talus	21
D.6.	Conditions générales de terrassements	22
D.7.	Modes de fondations et structures de niveaux bas envisageables	22
E.	Études des fondations superficielles	23
E.1.	Type et niveaux d'assise des fondations	23
E.2.	Hypothèses géotechniques	24
E.3.	Exemples de calcul pour quelques fondations types - Première approche des tassements	24
E.4.	Première approche des dispositions constructives et des sujétions d'exécution	24
F.	Études des fondations par radier général	26
F.1.	Niveau d'assise du radier	26
F.2.	Hypothèses géotechniques – Ebauche dimensionnelle	26
F.3.	Première approche des dispositions constructives et des sujétions d'exécution	27
G.	Étude de l'assise des dallages	28
G.1.	Données d'entrée	28
G.2.	Préparation du support – nature et qualité de la couche de forme	28

G.3.	Objectifs visés et ébauche dimensionnelle de la couche de forme	28
G.4.	Modules de déformation des sols	29
G.5.	Première approche des tassements	29
G.6.	Première approche des dispositions constructives et sujétions d'exécution	29
H.	Étude de l'assise des chaussées	30
I.	Conclusions – suites à donner	31
I.1.	Projet des ouvrages géotechnique phase AVP et aléas identifiés	31
I.2.	Données d'entrée nécessaires pour la mission G2 PRO	31
I.3.	Enchaînement des missions normalisées	31

ANNEXES

1. **Conditions Générales de service – 3 pages**
2. **Enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (NF P94-500) – 1 page**
3. **Missions types d'ingénierie géotechnique (Norme NF P94-500) – 1 page**
4. **Résultats des investigations in situ – 10 pages**
5. **Risques naturels – 2 pages**

A. PRESENTATION DE NOTRE MISSION

A.1. Eléments du contrat

Maître d'Ouvrage : JOBRY SAS

Devis : SQ.84GT.21.09.001

Commande datée du 03/09/2021

A.2. Mission selon la norme NF P94-500

Missions : G1 + G2 AVP selon la norme NF P94-500 (Missions d'Ingénierie Géotechnique Types – Révision de novembre 2013).

Objectifs définis dans notre devis :

- L'étude préliminaire du site,
- Le suivi et l'analyse des résultats des investigations,
- La synthèse du contexte géologique et géomécanique du site et l'analyse de son influence sur le projet,
- L'approche de la Zone d'Influence Géotechnique (ZIG),
- Les principes d'adaptation au site,
- Les hypothèses géotechniques pour la justification des ouvrages géotechniques
- L'ébauche dimensionnelle géotechnique des éléments de fondation.
- L'ébauche dimensionnelle de l'assise des dallages et chaussées

Notre mission ne comprend pas, notamment :



- L'ébauche dimensionnelle des ouvrages de soutènement,
- L'ébauche dimensionnelle des structures de chaussées,
- L'étude détaillée du risque de liquéfaction des sols du site sous séisme,

Remarque importante :

Nos études géotechniques ne concernent pas les projets géothermiques ; des études géologiques, hydrogéologiques et thermiques spécifiques, aux profondeurs requises pour ces projets, doivent être menées pour analyser les aléas particuliers qui pourraient y être liés (notamment risque de mise en communication de nappes, d'artésianisme, de sols gonflants, etc.).

L'objet de l'étude géotechnique n'est pas de détecter une éventuelle contamination des sols par des matières polluantes, ni de définir les filières d'évacuation des déblais.

A.3. Prestations conjointes réalisées par FONDASOL

	Prestation(s)	Pièce(s)
 HYDROGÉOLOGIE	Mission G5 – Predimensionnement d'un système de gestion d'eaux pluviales	DTHY.20.0106.001.A
 HYDROGÉOLOGIE	Mission G5 – Etude des niveaux caractéristiques de la nappe	En cours d'élaboration

A.4. Documents à notre disposition pour cette étude

A.4.1. Documents préalables

Nous avons disposé pour cette étude des documents suivants :

N°	Document	Émetteur	Référence	Date Emission
[1]	Dossier de plans du permis de construire	SARL Millet Architecture	-	Mai 2021
[2]	Plan topographique	SELARL Thierry BAUBET et Rémi SCHERER	B—19/132	Janvier 2020
[3]	Etude hydrogéologique G5 – Pré dimensionnement d'un système de gestion des eaux pluviales	FONDASOL (service hydrogéologique)	DTHY.20.0106.001-A	-
[4]	Scans du rapport de l'étude archéologique	INRAP Pierrelatte	-	Juin 2021
[5]	Esquisse DAO du projet (format numérique)	-	-	-
[6]	Descriptif de demande d'étude AVP-PRO	BE Structure		

A.4.2. Autres sources d'information

Notre étude s'est également basée sur les sources d'information suivantes :

- La carte IGN du secteur,
- Les données du BRGM,
- La carte géologique du secteur,
- Les vues aériennes du secteur disponibles sur remonterletemps.ign.fr,

A.4.3. Données manquantes

Les éléments suivants ne nous ont pas été fournis :

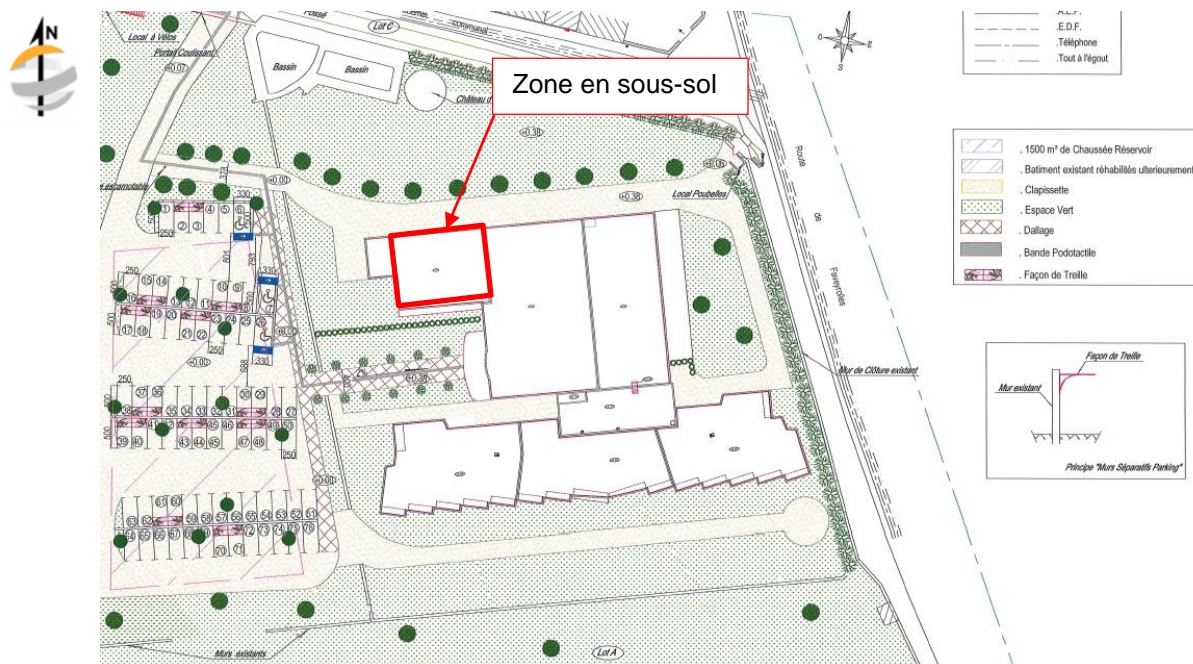
- Tassements absolus et différentiels admissibles,
- Catégorie d'importance du projet vis-à-vis du risque sismique,
- Calage altimétrique précis (et notamment cote du niveau fini sous-sol)

A.5. Description du projet

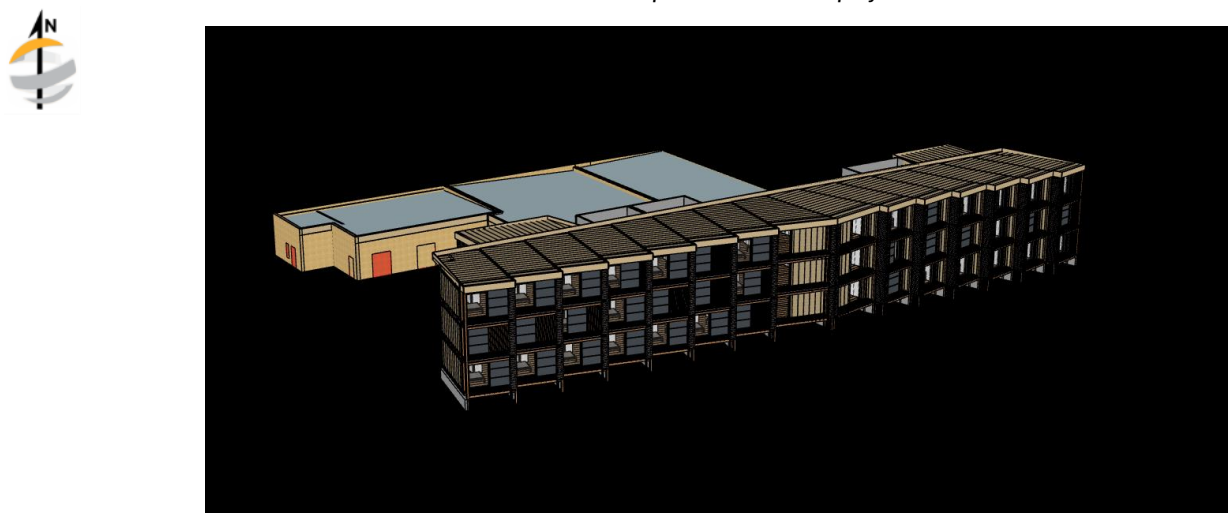
A.5.1. Caractéristiques générales du projet et des ouvrages

Le projet prévoit la construction d'un hôtel composé de la manière suivante :

- Bloc chambre en ossature bois en partie Sud (R+2)
- Bloc central en ossature bois avec dallage
- Sous-sol partiel à environ -2 m/TN



Extrait du plan de masse du projet



Extrait de l'esquisse (DAO) du projet

A.5.2. Catégories géotechnique et de durée d'utilisation du projet des ouvrages

En l'absence d'indication, nous avons considéré, conformément à l'Eurocode 7, les hypothèses suivantes :

- Catégorie géotechnique du projet : 2
- Classe de conséquence des ouvrages : CC2
- Catégorie de durée d'utilisation des ouvrages définitifs : 4 (50 ans)

Ces hypothèses seront à confirmer par le Maître d'ouvrage.

A.5.3. Catégorie d'importance vis-à-vis du risque sismique

La catégorie d'importance d'ouvrage considérée par hypothèse dans la suite du rapport (hypothèse restant à confirmer par le maître d'ouvrage) est : II

A.6. Programme d'investigations

A.6.1. Investigations in-situ

Les investigations suivantes ont été réalisées :

Sondages	SPI	SP2
Type	Pressiométrique	Pressiométrique
Profondeur (m)	6	8
Essais	4	6
Équipement	Piézomètre	Piézomètre
Nivellement (NGF)	52.7	52.7

Sondages	PDB1	PDB2	PDB3	PDB4
Type	Pénétromètre dynamique	Pénétromètre dynamique	Pénétromètre dynamique	Pénétromètre dynamique
Profondeur (m)	1,2	1,3	6,0	1,4
Critère d'arrêt	Refus	Refus	Volontaire	Refus
Nivellement (NGF)	52.7	52.9	52.8	52.6

Sondages	PDB5	PDB6	PDB7	PDB8
Type	Pénétromètre dynamique	Pénétromètre dynamique	Pénétromètre dynamique	Pénétromètre dynamique
Profondeur (m)	6,7	1,3	1,3	10,7
Critère d'arrêt	Volontaire	Refus	Refus	Volontaire
Nivellement (NGF)	52.7	52.8	52.6	52.7

Le nivellement des sondages est réalisé en NGF, à partir du plan topographique [2].

Le résultat des sondages est présenté en annexes.

A.6.2. Autres investigations

Dans le cadre de la mission G5 (gestion des eaux pluviales), les investigations suivantes ont été réalisées :

- 3 sondages à la pelle mécanique
- 4 essais d'infiltration de type Matsuo

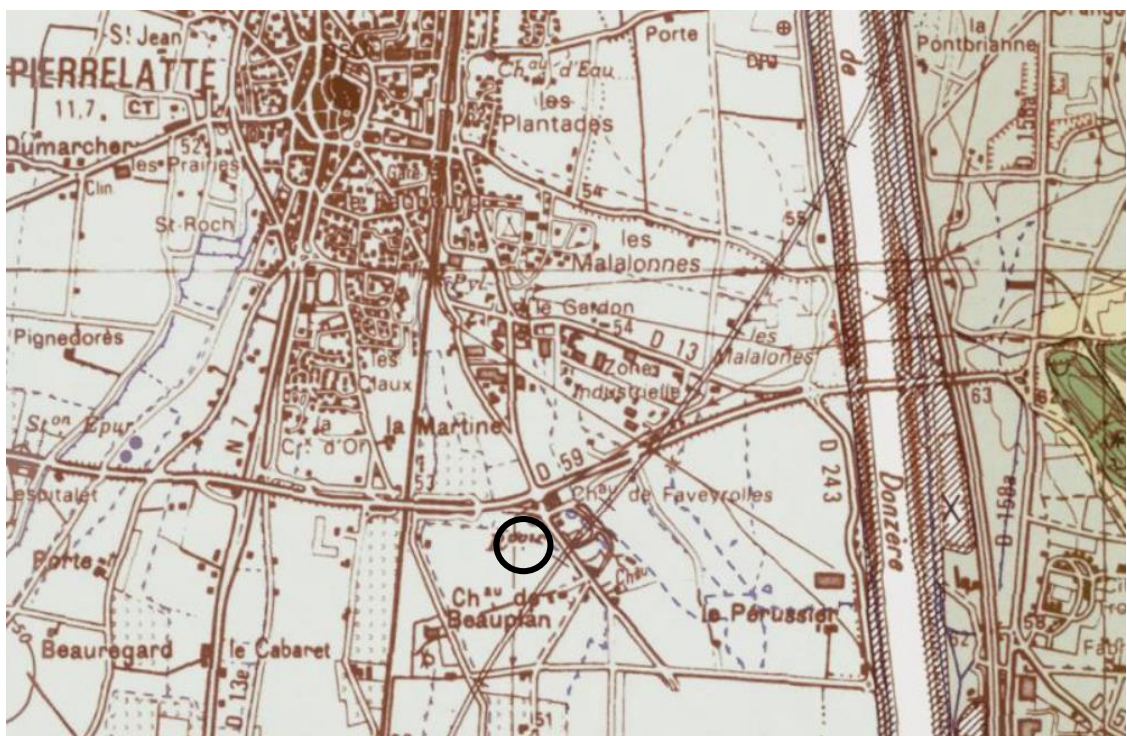
Les résultats de ces investigations sont donnés dans le rapport référencé DTHY.20.0106.001.A [3].

B. CARACTERISTIQUES GENERALES DU SITE

B.I. Résultats de l'enquête documentaire

B.I.I. Contexte géologique général

D'après la carte géologique de VALREAS et sa notice associée, les terrains du site seraient constitués, par des alluvions récentes et actuelles généralement composées d'un mélange de limons, d'argile, de sable et de graviers et galets.



Extrait de la carte géologique de VALREAS (source : BRGM ©)

B.1.2. Risques naturels connus

B.1.2.1. Synthèse des risques recensés

Risque	Aléa / sensibilité
Inondations	PPRI : Terrain non concerné selon le zonage réglementaire du PPRI en vigueur TRI : Terrain situé en dehors des zones de crue selon la carte du TRI
Remontées de nappe	Terrain situé en zone potentiellement sujette aux débordements de nappe (fiabilité forte)
Retrait-gonflement des sols argileux	Aléa faible selon arrêté du 22 juillet 2020
Cavités	Pas de cavité recensée à moins de 500 m du projet
Mouvement de terrain	Pas de mouvement de terrain recensé à moins de 500 m du projet
Risque sismique	Zone de sismicité 3
Rayonnements ionisants (décret n° 2002-460 du 4 avril 2002) – Radon	Non situé dans un département prioritaire - potentiel faible (catégorie I)
Pollution	Pas d'odeur particulière détectée. <i>Nota : L'étude géotechnique ne constitue pas une étude environnementale.</i>

Il appartient aux concepteurs du projet de s'assurer que le projet tient compte de l'intégralité des prescriptions liées aux risques répertoriés, y compris non géotechniques.

Pour plus de détails, le lecteur pourra se reporter aux extraits des cartes en Annexes.

B.I.2.2. Arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle publiés pour la commune

Glissement de terrain : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le Journal Officiel du
26PREF20170755	05/01/1994	15/01/1994	12/04/1994	29/04/1994
26PREF20170753	02/10/1993	15/10/1993	12/04/1994	29/04/1994

Inondations et coulées de boue : 13

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le Journal Officiel du
26PREF20030144	01/12/2003	04/12/2003	12/12/2003	13/12/2003
26PREF20030032	24/11/2002	26/11/2002	23/01/2003	07/02/2003
26PREF20030031	16/11/2002	18/11/2002	23/01/2003	07/02/2003
26PREF20020023	08/09/2002	09/09/2002	19/09/2002	20/09/2002
26PREF20010018	22/03/2001	24/03/2001	27/04/2001	28/04/2001
26PREF19980005	27/05/1998	28/05/1998	18/09/1998	03/10/1998
26PREF19980002	06/10/1997	07/10/1997	12/03/1998	28/03/1998
26PREF20170754	05/01/1994	15/01/1994	12/04/1994	29/04/1994
26PREF19930322	02/10/1993	15/10/1993	29/11/1993	15/12/1993
26PREF19930157	30/09/1993	01/10/1993	11/10/1993	12/10/1993
26PREF19880054	09/10/1988	12/10/1988	08/12/1988	15/12/1988
26PREF19830027	16/05/1983	31/05/1983	19/09/1983	22/09/1983
26PREF19830007	26/11/1982	27/11/1982	04/02/1983	06/02/1983

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le Journal Officiel du
26PREF20180043	01/07/2017	30/09/2017	24/07/2018	12/08/2018

Tempête : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le Journal Officiel du
26PREF19820228	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982

B.2.Description générale

B.2.1. Situation et topographie

Situation du terrain :

- Adresse du site : Chemin des planchettes
- Parcelle cadastrale : YH n°26
- Surface : 11 000 m² environ (zone du projet)

Topographie :

- Au droit de l'emprise du projet, l'altimétrie de nos points de sondage varie entre les cotes 52.6 NGF et 52.9 NGF
- La topographie est globalement plane

B.2.2. Le site et son environnement

Lors de notre intervention, le terrain était occupé par des espaces enherbés séparés par des murets et des haies d'arbres. Un mur d'enceinte est également présent.

Le site se distingue par la présence d'un château d'eau implanté en limite Nord de la parcelle.

Le terrain du projet a fait l'objet de fouilles archéologiques en Avril 2021. La présence de sols remaniés sur une profondeur comprise entre 0,6 et 0,9 m /TN de profondeur et attendue.



Photographie aérienne du site (Géoportail ©) – en rouge l'emprise du projet

C. RESULTATS DES INVESTIGATIONS

C.1. Lithologie

Les sondages ont permis de mettre en évidence la succession lithologique suivante :

- **Formation 1 : Limons caillouteux marron**
- **Formation 2 : Graves sableuses**

Nous récapitulons la profondeur et la cote de la base des formations au droit de chaque sondage dans le tableau ci-dessous :

		SPI	SP2	PDB1	PDB2	PDB3	PDB4	PDB5	PDB6	PDB7	PDB8
N°	Nature de la formation	Prof (cote)	Prof (cote)	Prof (cote)	Prof (cote)	Prof (cote)	Prof (cote)	Prof (cote)	Prof (cote)	Prof (cote)	Prof (cote)
1	Limons caillouteux	0,4 (52.3)	0,5 (52.2)	0,9 (51.8)	0,6 (52.3)	0,9 (51.9)	0,7 (51.9)	0,7 (51.0)	1,1 (51.7)	0,8 (51.8)	0,8 (51.9)
2	Graves sableuses	6,0 (46.7)	8,0 (44.7)	1,2 (51.7)	1,3 (51.6)	6,0 (46.8)	1,4 (51.2)	6,7 (46.0)	1,3 (51.5)	1,3 (51.3)	10,7 (42.0)

Nota 1 : Au droit des sondages pressiométriques, la description des terrains traversés et la position des interfaces comportent des imprécisions inhérentes à la méthode de forage destructif. En outre, elle ne permet pas de déterminer la granulométrie exacte des horizons ou d'identifier la présence d'éléments grossiers (blocs, ...)

Nota 2 : Les essais au pénétromètre ne permettent pas de déterminer la lithologie des formations traversées. Cette méthode permet de mesurer la résistance à la pénétration des terrains selon la profondeur. Les variations de résistances observées permettent de déduire les limites couches, mais l'information déduite reste indicative.

C.2. Données géomécaniques

Les essais pressiométriques et pénétrométriques réalisés mettent en évidence :

- Une consistance moyenne dans les limons caillouteux :

$$4 \text{ MPa} \leq q_d \leq 12 \text{ MPa}$$

- Une compacité globalement élevée avec des passages moins compacts en profondeur dans les graves sableuses :

$$1,64 \text{ MPa} \leq p_l^* \leq 4,9 \text{ MPa}$$

$$8,0 \text{ MPa} \leq E_M \leq 53,6 \text{ MPa}$$

$$3 \text{ MPa} \leq q_d \leq 40 \text{ MPa}$$

C.3. Données hydrogéologiques

C.3.1. Niveaux d'eau

Lors de notre intervention, des arrivées ont été rencontrées aux profondeurs suivantes :

Niveau d'eau	SP1		SP2	
	Prof.	Cote	Prof.	Cote
En fin de forage	2,6	50.1	2,6	50.1

Les niveaux relevés ne sont pas nécessairement parfaitement stabilisés, car perturbés par le forage. Ils sont toutefois liés à la nappe dont le niveau fluctue en fonction des conditions météorologiques et des saisons.

A ce stade des relevés, il n'est pas possible de caractériser les fluctuations de la nappe. Aussi, il est nécessaire de procéder au suivi des piézomètres installés sur le site sur une durée significative et de réaliser une étude hydrogéologique permettant l'estimation des niveaux caractéristiques de la nappe. Cette prestation a été confiée au service hydrogéologie de FONDASOL.

Un suivi régulier des équipements piézométriques mis en place est en cours.

C.3.2. Données sur la perméabilité des sols

Une étude hydrogéologique pour la mission de prédimensionnement d'un ouvrage de gestion des eaux pluviales a été réalisée par FONDASOL. Dans le cadre de cette étude, nous avons effectué 4 essais de perméabilité par infiltration de type MATSUO entre 0,4 m et 2,5 m de profondeur/TN.

Les essais MATSUO sont des essais de perméabilité réalisés à l'intérieur d'une fouille préalablement creusée au tractopelle.

Le principe de l'essai consiste à injecter de l'eau dans une fouille de dimensions connues (longueur, largeur et profondeur) après une saturation préalable. Une fois la saturation établie, l'évolution de la baisse du niveau d'eau est mesurée en fonction du temps, ce qui permet, avec les dimensions de la fouille, de calculer un ordre de grandeur de la perméabilité du sol à la profondeur testée. Cet essai est essentiellement utilisé pour déterminer la capacité d'un sol à infiltrer des eaux.

Sondage	MAT1			MAT3
Profondeur de l'essai (m)	0,4 à 0,9 m	1,4 à 1,8 m	2,1 à 2,5 m	0,1 à 0,5 m
Valeur de k (m/s)	9×10^{-5}	6×10^{-5}	5×10^{-5}	5×10^{-5}
Nature du sol testé	Graves limoneuses	Graves sableuses cimentées	Sables graveleux +/- limoneux	Limons graveleux

Les préconisations sur la gestion des eaux pluviales se trouvent dans le rapport référencé DTHY.20.0106.001.A [3].

Nous attirons l'attention sur le fait que les valeurs de perméabilité mesurées à l'aide des essais MATSUO sont valables uniquement pour une problématique d'infiltration. En cas de pompage la perméabilité « en grand » est généralement significativement supérieure ; ces valeurs ne

doivent donc pas être retenues pour l'estimation d'un débit d'exhaure. Pour cela, des essais de pompage préalables doivent être réalisés.

D. PRINCIPES DE CONSTRUCTION ENVISAGEABLES POUR LES OUVRAGES GEOTECHNIQUES

D.1. Contraintes spécifiques du site / identification des aléas géotechniques majeurs

Des contraintes spécifiques liées au projet et au site ont été mises en évidence :

- Les fouilles archéologiques réalisées au mois d'Avril 2021 ont remanié le terrain sur des profondeurs comprises entre 0,6 et 0,9 m de profondeur/TN.
- La présence à faible profondeur de graves sableuses plus ou moins denses.
- La présence d'un niveau d'eau à de 2,6 m de profondeur/TN lors de notre intervention de septembre 2021. Ce niveau correspond a priori au niveau de la nappe qui est soumis à des fluctuations selon les conditions météorologiques et les saisons. On rappelle que le terrain est en zone potentiellement sujette au débordement de nappe (fiabilité forte).

D.2. Données liées au risque sismique

Le gouvernement a publié au journal officiel du 22 octobre 2010 deux décrets relatifs au nouveau zonage sismique national et un arrêté fixant les règles de construction parasismique telles que les règles Eurocode 8. Il s'agit des documents suivants :

- Décret n°2010-1254 relatif à la prévention du risque sismique ;
- Décret n°2010-1255 portant sur la délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
- Arrêté du 22 octobre 2010 modifié par l'arrêté du 19 juillet 2011 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite "à risque normal".

Compte-tenu de la catégorie d'importance des ouvrages et de la zone de sismicité :

L'effet d'un séisme sera à considérer pour le dimensionnement structurel des ouvrages et l'analyse du risque de liquéfaction sera à réaliser.

D.2.1. Classe sismique des sols

La classe de sol a été déterminée à partir des résultats des essais pressiométriques, en utilisant des corrélations entre les vitesses sismiques et les modules pressiométriques.

La classe de sol retenue est la **Classe B**

D.2.2. Paramètres de calcul liés au séisme

Zone de sismicité : **3** D'où l'accélération maximale au rocher : $a_{gr} = 1.1$
Catégorie d'importance du bâtiment : **II** D'où le coefficient d'importance : $\gamma_I = 1$
Classe de sol : **B** D'où le paramètre de sol : $S = 1.35$

D'où

$$a_{max} = a_{gr} \times \gamma_I \times S = 1.485 \text{ m/s}^2$$

D.2.3. Evaluation du risque de liquéfaction en cas de séisme

Compte tenu des caractéristiques granulométriques des terrains et des caractéristiques mécaniques mesurées, il n'y a pas de risque de liquéfaction de ces sols en cas de séisme.

D.3. Première approche de la Zone d'Influence Géotechnique (ZIG)

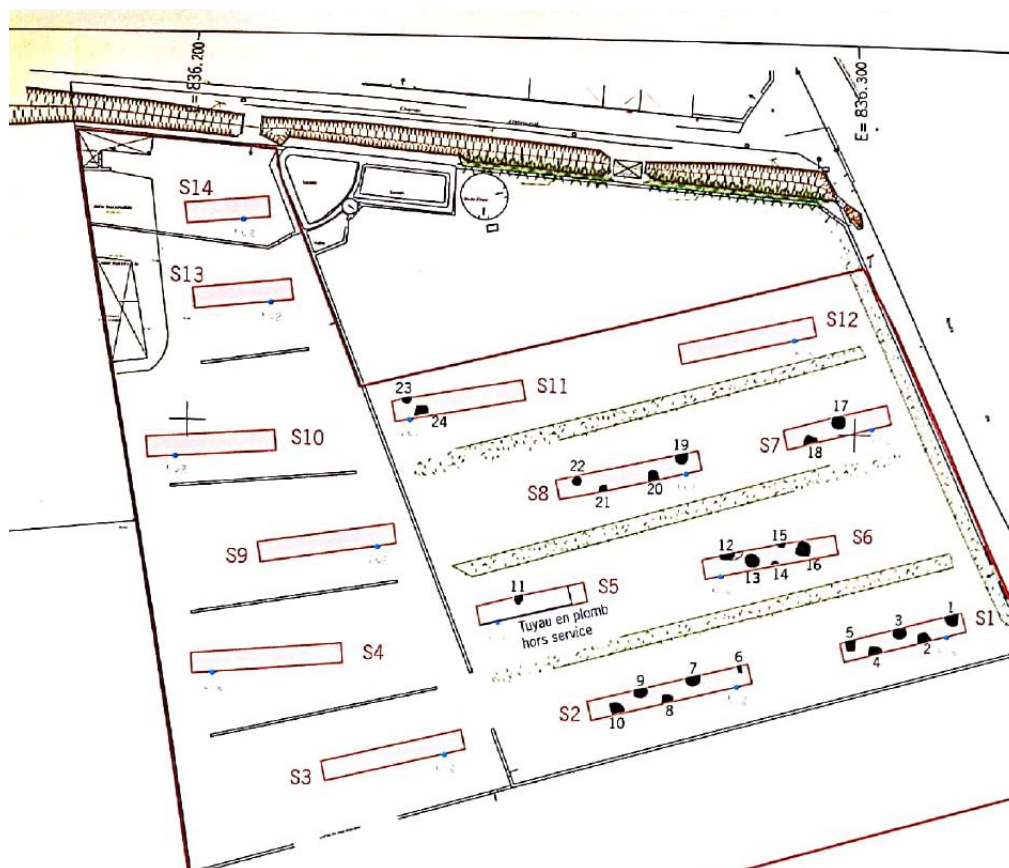
La ZIG est le volume de terrain au sein duquel il y a interaction entre l'ouvrage ou l'aménagement de terrain, et l'environnement. La forme et l'extension de cette zone d'influence géotechnique sont spécifiques à chaque site et à chaque ouvrage ou aménagement de terrain.

La Zone d'Influence Géotechnique définie en première approche s'étend sur une distance horizontale de 6 m autour des ouvrages et aménagement projetés.

D.4. Impact des fouilles archéologiques

Des fouilles archéologiques ont été réalisées sur le site.

La position des fouilles a été reportée sur le plan ci-dessous :



Extrait de la localisation des tranchées (extrait du rapport archéologique)

Les profondeurs de la base des fouilles sont situées entre 0,6 m et 0,9 m de profondeur/TN.

Sol	Log	Us	Prof sup (m)	Prof inf (m)	Ep (m)	Z sup (m NGF)	Z inf (m NGF)
1	1	1			0.3	52.60	52.30
		2			0.3	52.30	52.00
		3			0.2	52.00	51.80
2	1	1			0.3	52.62	52.32
		2			0.25	52.32	52.07
		3			0.1	52.07	51.97
3	1	1			0.3	52.6	52.3
		2			0.3	52.3	52
		3			0.1	52	51.9
4	1	1			0.3	52.39	52.09
		4 3			0.5	52.09	51.59
5	1	1			0.35	52.6	52.25
		2			0.35	52.25	51.9
		3			0.1	51.9	51.8
6	1	1			0.3	52.69	52.39
		2			0.2	52.39	52.19
		3			0.1	52.19	52.09

7	1	1			0.3	52.73	52.43
		2			0.3	52.43	52.13
		3			0.2	52.13	51.93
8	1	1			0.3	52.61	52.31
		3			0.45	52.31	51.86
9	1	1			0.3	52.64	52.34
		4 3			0.3	52.34	52.04
10	1	1			0.3	52.49	52.19
		2			0.3	52.19	51.89
		3			0.2	51.89	51.69
11	1	1			0.3	52.73	52.43
		2			0.3	52.43	52.13
		3			0.1	52.13	52.03
12	1	1			0.3	52.78	52.48
		3			0.35	52.48	52.13
		6			0.3	52.13	51.83
13	1	1			0.3	52.67	52.37
		2			0.25	52.37	52.12
		3			0.2	52.12	51.92
14	1	5			0.8	53.08	52.28
		3			0.1	52.28	52.18

Extrait de l'inventaire des logs stratigraphiques (extrait du rapport archéologique)

En revanche, nous n'avons aucune information sur le remblaiement et le compactage des fouilles. Il faudra en tenir compte pour le choix des techniques de conception et d'exécution des ouvrages géotechniques.

D.5. Première approche des dispositions vis-à-vis de la nappe, soutènement et talus

Compte-tenu du niveau de nappe ponctuel mesuré lors de la présente étude (à 2.6 m de profondeur (cote 50.1 NGF le 28 septembre 2021) et de la situation du terrain en zone potentiellement sujette aux débordements de nappe, une interaction entre le projet et la nappe est à attendre.

Dans ce contexte, les dispositions vis-à-vis de la nappe seront précisées en phase PRO de la mission G2, sur la base de l'étude hydrogéologique d'estimation des niveaux caractéristiques de la nappe.

Pour la phase provisoire (chantier) :

- Dans le cas où les terrassements sont susceptibles d'intercepter le niveau de la nappe en phase chantier, cette interaction constitue une sujétion importante pour la réalisation des travaux en infrastructure. Des dispositions mise hors d'eau seront alors à mettre en œuvre.

Compte tenu de la nature gravelo-sableuse des terrains et de leur perméabilité probablement très élevée, il pourra s'avérer nécessaire de réaliser une paroi périmétrique continue associée à un bouchon injecté de façon à limiter les débits d'exhaure. Ces dispositions seront précisées selon la hauteur de rabattement et de la perméabilité des terrains. Pour définir cette dernière, des investigations complémentaires sont à prévoir pour définir les caractéristiques hydrodynamiques des terrains (dans la mission G2 phase PRO)

La paroi périmétrique pourra être réalisée sous forme d'une paroi en pieux sécants. S'il est envisagé d'intégrer cette paroi à l'ouvrage définitif, la faisabilité de cette solution devra être vérifiée dans la mesure où elle conduira à un mode de fondation mixte (voir en particulier les exigences de l'Eurocode 8 : article 5.2 de l'EN 1998-5).

- Si les terrassements ne risquent pas d'intercepter le niveau de la nappe en phase chantier, les sujétions seront plus limitées. Elles seront liées aux éventuelles circulations d'eau qui peuvent se produire au-dessus de la nappe.

Il pourra être envisagé des talus provisoires réglés à (3H/2V) pour des hauteurs inférieures à 3m, en l'absence de surcharges en tête de talus et hors nappe.

Quelles que soient les dispositions de gestion des eaux mises en œuvre, il conviendra de vérifier que ces dispositions respectent la réglementation en vigueur (loi sur l'eau, notamment).

Pour la phase durable, la solution à privilégier est une structure cuvelée. Dans ces conditions, les éléments composant l'infrastructure devront être dimensionnés en tenant compte des sollicitations induites par les pressions interstitielles, et la stabilité au soulèvement global de l'ouvrage (sous l'action de la poussée d'Archimède) devra être vérifiée.

Les parties enterrées (cages d'ascenseur, par exemple) de la partie du bâtiment sans sous-sol devront également être cuvelées.

D.6. Conditions générales de terrassements

D'une façon générale, l'entreprise devra adapter sa méthodologie d'exécution des travaux (terrassement, compactage, ...) afin d'assurer l'assainissement ou la mise hors d'eau et la portance des plateformes et d'éviter de générer des désordres dans les avoisinants pouvant être influencés par les travaux.

Les terrassements seront exécutés en dehors des périodes de pluie et dans la mesure du possible en dehors des périodes de hautes eaux, afin de limiter les sujétions liées à la nappe.

Les terrassements pourront être majoritairement réalisés à la pelle mécanique. L'usage d'un engin plus puissant pourra toutefois être nécessaire en cas de rencontre de niveaux plus ou moins cimentés dans les graves sableuses ou de blocs.

D.7. Modes de fondations et structures de niveaux bas envisageables

D.7.1. Fondations

Compte-tenu du contexte géotechnique et du projet, les solutions de fondations envisageables sont les suivantes :

- Pour la partie sous-sol, un radier reprenant les sous-pressions, établi dans les graves sableuses.
- Pour le reste du bâtiment, des fondations superficielles de type semelles filantes ou isolées ancrées dans les graves sableuses, sous les niveaux remaniés par les études archéologiques.

D.7.2. Niveaux bas

Les valeurs des surcharges sur le niveau bas communiquées (document [6]) sont de l'ordre de 1 t/m² à 1,5 t/m².

Pour la partie sans sous-sol, sous réserve d'accepter des tassements absolus et différentiels plurimillimétriques, un dallage sur couche de forme sera envisageable. Nous attirons toutefois l'attention sur les zones remaniées par les fouilles archéologiques qui nécessiteront des purges/substitutions.

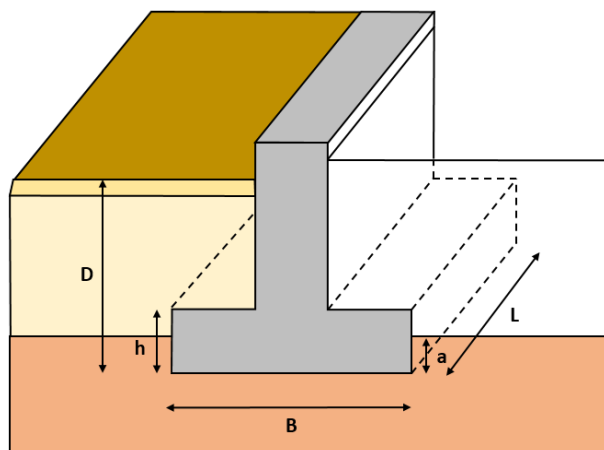
Pour la partie avec sous-sol, le radier constituera le niveau bas.

E. ÉTUDES DES FONDATIONS SUPERFICIELLES

Ce chapitre concerne les parties de bâtiment sans sous-sol.

E.1. Type et niveaux d'assise des fondations

Le schéma suivant rappelle la terminologie utilisée pour définir les fondations superficielles.



B : Largeur de la fondation. Dans le cas de fondation circulaire, B représente le diamètre.

L : Longueur de la semelle. Pour une semelle filante $L \gg B$.

h : Hauteur de la semelle

D : Encastrement de la fondation correspondant à la profondeur minimale (intérieure ou extérieure) par rapport au terrain fini

a : Ancrage dans l'horizon de fondation

Compte tenu de la nature du projet et du contexte géotechnique du site, on pourra fonder le bâtiment sur des fondations superficielles de type semelles filantes ou isolées en respectant les conditions suivantes :

- Ancrage minimum de 0,3 m dans les graves sableuses,
- Encastrement minimal de 1,2 m / TA (Terrain Actuel),
- Encastrement minimal de 1,2 m / niveau du sol périphérique projeté.

Dans ce cas, la profondeur de mise hors gel de 0,5 m à par rapport au niveau fini extérieur sera automatiquement respectée pour les fondations pouvant être impactées.

Il faudra s'assurer d'avoir traversé les terrains remaniés par les fouilles archéologiques (entre 0,6 m et 0,9 m de profondeur/TN).

Le toit du sol d'assise est sujet à des variations altimétriques et le niveau d'assise des fondations sera adapté pour respecter l'ancrage prescrit. Il faudra prévoir les techniques d'exécution adaptées et provisionner des quantités de béton de rattrapage permettant de prendre en compte cet aléa.

E.2. Hypothèses géotechniques

E.2.1. Contraintes de calcul pour les fondations

Pour une assise homogène dans les graves sableuses, les contraintes de calcul retenues seront les suivantes :

$$q'_{ELS} = 0,35 \ i_{\delta} \ i_{\beta} \text{ (en MPa)}$$

$$q'_{ELU} = 0,65 \ i_{\delta} \ i_{\beta} \text{ (en MPa)}$$

Ces contraintes de calculs s'entendent pour des fonds de fouilles sains et non remaniés.

Nota : dans le cas d'une charge inclinée par rapport à la verticale, ou bien d'une fondation réalisée à proximité d'un talus, les coefficients respectivement i_{δ} et i_{β} seront inférieurs à 1.

E.3. Exemples de calcul pour quelques fondations types - Première approche des tassements

Dans le cadre de la phase AVP de la mission G2, nous nous limiterons à la reprise des charges verticales centrées ; la stabilité au glissement et à l'excentrement des charges devra être étudiée en phase PRO.

L'application de la contrainte de calcul aux ELS déterminée ci-avant, conduit pour quelques charges types aux dimensions de fondation et aux tassements associés suivants :

	Semelles isolées		Semelles filantes	
Charge ELS	350 kN	788 kN	140 kN/ml	175 kN/ml
Dimensions	1 m x 1 m	1.5 m x 1.5 m	0.4 m	0.5 m
	Tassement estimé (mm)			
Selon SPI	6	6	5	6
Selon SP2	2	2	2	2

En première approche, les tassements et différentiels seront de l'ordre du demi-centimètre ce qui est a priori acceptable, sous réserve de l'appréciation du Bureau d'études structures.

E.4. Première approche des dispositions constructives et des sujétions d'exécution

L'étude détaillée des principes d'exécution relève de la phase PRO de l'étude géotechnique de conception G2. Nous nous limiterons dans le cadre de la phase AVP à lister les principes généraux.

Les fondations superficielles doivent être implantées de façon à ne pas exercer d'actions préjudiciables à la bonne tenue des fondations, ouvrages d'infrastructure, réseaux, fouilles et talus voisins.

E.4.1. Dimensions minimales - Dispositions en cas de niveaux décalés

Les fondations auront une largeur minimale B de 0,40 m pour des semelles filantes et de 0,60 m pour des appuis isolés.

Le projet présentant des niveaux d'assise décalés entre fondations voisines et étant en zone de sismicité 3, on limitera les redans ou le décalage d'assise entre fondations en respectant les schémas suivants :

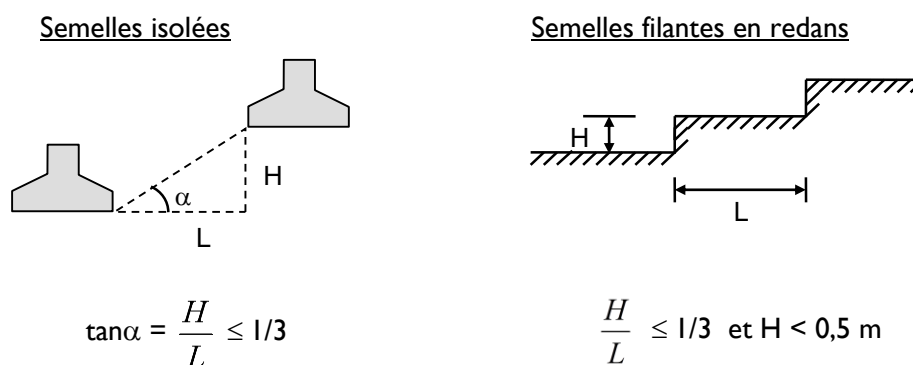


Schéma de principe de la règle relative aux fondations posées à différents niveaux

E.4.2. Conditions de réalisation des fondations

Le terrassement des fondations nécessitera des engins puissants. De plus, en cas de rencontre de niveaux plus ou moins cimentés ou de blocs, l'usage du brise roche hydraulique ou de dents adaptées au rocher pourra s'avérer nécessaire. Des précautions devront être prises pour ne pas induire de vibrations nuisibles aux structures voisines.

Les travaux seront réalisés en dehors des périodes de pluie et en dehors des périodes de hautes eaux, de façon à ce que le niveau de la nappe ne se trouve pas au-dessus du niveau d'assise prévisionnel des fondations. Dans le cas contraire, il faudra prévoir des dispositions particulières (par exemple : mis en œuvre de viroles métalliques par havage et bétonnage au tube plongeur sous eau, etc...).

En cas de mauvaise tenue des parois des fouilles, on devra recourir à un blindage provisoire ou on devra admettre des hors profils de terrassement et donc, une augmentation du volume de béton coulé.

On procédera à une vérification soignée des fonds de fouilles. Toute poche de sol douteux (poche de remblais, sol remanié, sol avec débris végétaux, limon, sable lâche,...) qui subsisterait au niveau d'assise théorique retenu sera purgée et remplacée par du gros béton.

Les fonds de fouille devront être parfaitement curés et nettoyés avant le coulage.

Les fondations seront coulées immédiatement après ouverture et autant que possible en pleine-fouille.

Lors de l'exécution, les adaptations éventuelles et la réception du fond de fouille sont à réaliser dans le cadre de la mission G3.

F. ÉTUDES DES FONDATIONS PAR RADIER GENERAL

Ce chapitre concerne la partie du bâtiment avec sous-sol.

F.1. Niveau d'assise du radier

Compte tenu de la nature du projet et du contexte géotechnique du site, on pourra fonder la partie du bâtiment avec sous-sol sur un radier général en béton armé assis dans les graves sableuses.

F.2. Hypothèses géotechniques – Ebauche dimensionnelle

F.2.1. Contraintes de calcul pour la fondation par radier

Les calculs de capacité portante du radier dans le cadre de la présente ébauche dimensionnelle respectent les prescriptions de la norme NF P94-261. Les contraintes de calcul et les tassements associés s'entendent pour une assise et des fonds de fouilles sains et non remaniés.

Au stade de l'ébauche dimensionnelle, pour un radier établi dans les graves sableuses +/- denses, il est possible de retenir les contraintes de calculs suivantes (surabondantes pour le projet) :

$$q'_{ELS} \leq 0,35 \text{ MPa}$$

$$q'_{ELU} \leq 0,65 \text{ MPa}$$

Outre le non dépassement de ces contraintes de calcul, le dimensionnement du radier devra intégrer aussi le calcul des tassements engendrés.

F.2.2. Première approche des tassements

À titre indicatif et au stade de l'ébauche dimensionnelle, pour un radier de 10 m x 10 m apportant une contrainte moyenne répartie ELS de 0,06 MPa, le tassement au centre du radier serait de l'ordre du demi-centimètre.

Le calcul de tassement sera à réaliser en phase PRO de la mission G2 en tenant compte des dimensions de l'ouvrage, de la profondeur d'enfouissement, de sa rigidité, et de la répartition des descentes de charges.

Ces données nécessaires sont à communiquer par le bureau d'étude structure. Celui-ci devra également s'assurer de la compatibilité des valeurs de tassements résultants, avec la structure envisagée, pour rigidifier l'ouvrage en conséquence.

F.3. Première approche des dispositions constructives et des sujétions d'exécution

L'étude détaillée des principes d'exécution relève de la phase PRO de l'étude géotechnique de conception G2. Nous nous limiterons dans le cadre de la phase AVP à lister les principes généraux.

Il y aura lieu de prévoir :

- Des purges locales en cas de présence de poches hétérogènes, remaniées ou de faible compacité ;
- La vérification visuelle et le compactage du fond de forme obtenu suivant sa nature ;
- A minima la mise en œuvre d'un béton de propreté afin de protéger le fond de fouille avant coulage du radier.

Lors de l'exécution, les adaptations éventuelles et la réception du fond de fouille sont à réaliser dans le cadre de la mission G3.

Les dispositions relatives à la présence d'eau souterraine sont données en chapitre D.5.

G. ÉTUDE DE L'ASSISE DES DALLAGES

G.1. Données d'entrée

Le dallage étudié est prévu au niveau rasant du terrain actuel (partie du bâtiment sans sous-sol).

Les surcharges sur dallage à prendre en compte sont les suivantes au maximum de 15 kPa,

G.2. Préparation du support – nature et qualité de la couche de forme

Les travaux devront être réalisés en dehors des périodes de pluie et en dehors des périodes de hautes eaux.

Le terrassement de la plateforme pourra nécessiter l'usage d'un godet ayant des dents adaptées au rocher dans le cas de rencontre de niveaux cimentées +/- indurés.

La mise en place d'une couche de forme est obligatoire. De plus, compte tenu des fouilles archéologiques préalables sur une épaisseur de l'ordre de 0,6 à 0,9 m dont le remblaiement n'a pas été contrôlé et vérifié, il y aura lieu de prévoir une purge et une substitution au droit de ces fouilles, jusqu'en tête des terrains naturellement en place. Les matériaux et les objectifs de densification des substitutions seront identiques à ceux de la couche de forme

On prévoira une fermeture (léger recompactage) du sol support sans remanier le fond de forme ainsi que la mise en œuvre d'un géosynthétique de filtration et de séparation en fond de forme.

G.3. Objectifs visés et ébauche dimensionnelle de la couche de forme

L'objectif de la couche de forme est d'obtenir une portance minimale et pérenne avec :

- Module Westergaard : $K_w \geq 50 \text{ MPa/m}$
- Module de second cycle : $EV2 \geq 50 \text{ MPa}$
- Indice de compactage : $EV2/EV1 \leq 2,2$

Si l'on cherche à obtenir des valeurs de réception de plate-forme plus élevées que ci-dessus, ou bien en cas de pluie lors de la mise en œuvre, il faudra augmenter l'épaisseur de la couche de forme.

La nature du matériau constitutif de la couche de forme devra être conforme au tableau AI du DTU 13.3 ; conformément à ce document on n'utilisera pas de graves issues de la filière du recyclage.

L'épaisseur de couche de forme sera fonction de la portance du sol support après décapage et purge. Cette portance sera fortement impactée par les conditions météorologiques, la gestion des eaux du chantier et pourra nécessiter des adaptations.

L'entreprise devra adapter les modes de mise en œuvre et de compactage aux caractéristiques du site, au matériau retenu et au matériel dont elle dispose, afin d'obtenir les critères de réception demandés.

En première approche et pour une réalisation des travaux en période favorable l'épaisseur de la couche de forme en matériaux granulaire d'apport de type GNT D2I ou D3I ou concassé issus de roche dure R2I, R4I ou R6I ($D_{max} < 80 \text{ mm}$) peut être estimée entre 40 et 60 cm.

G.4. Modules de déformation des sols

Les modules de déformation du sol E_s à retenir pour le calcul des dallages sont estimés à partir du module pressiométrique E_M et du coefficient rhéologique α .

Nous avons relevé le profil géomécanique type suivant :

N°	Type de sol	E_M	α	E_s
0	Couche de forme compactée et contrôlée par essais de plaque	-	-	$E_{s0} = 45 \text{ MPa}$
1	Limon caillouteux	$E_{M1} = 5 \text{ MPa}$	0,5	$E_{s1} = 10 \text{ MPa}$
2	Graves sableuses	$E_{M2} = 20 \text{ MPa}$	0,33	$E_{s2} = 60 \text{ MPa}$

G.5. Première approche des tassements

Sous une surcharge d'exploitation uniformément répartie de 15 kPa (1,5 t/m²), l'ordre de grandeur du tassement est estimé entre un demi-centimètre et un centimètre.

G.6. Première approche des dispositions constructives et sujétions d'exécution

L'étude détaillée des principes d'exécution relève de la phase PRO de l'étude géotechnique G2 Projet. Nous nous limiterons dans le cadre de la phase AVP à lister les principes généraux.

Il conviendra notamment de tenir compte des points suivants :

- Le dallage devra être désolidarisé des structures verticales adjacentes,
- Les éventuelles tranchées (réseaux enterrés,...) seront remblayées avec soin et suivant un compactage conforme aux règles en vigueur.

H. ÉTUDE DE L'ASSISE DES CHAUSSEES

La mise en œuvre d'une couche de forme sera nécessaire pour atteindre une PF2 ($EV2 \geq 50 \text{ MPa}$). On se reportera aux paragraphes G.2. et G.3.

Au-dessus de la couche de forme, on mettra en œuvre la structure de chaussée adaptée au trafic attendu.

I. CONCLUSIONS – SUITES A DONNER

I.1. Projet des ouvrages géotechnique phase AVP et aléas identifiés

Pour permettre la réalisation du projet, il est proposé de fonder les ouvrages sur :

- Pour la partie avec sous-sol : un radier général (reprenant les sous-pressions) ancré dans les graves sableuses ;
- Pour les parties sans sous-sol : des fondations superficielles, ancrées dans les graves sableuses. Les terrains remaniés par les fouilles archéologiques devront être traversés intégralement

Concernant le niveau bas, il pourra être envisagé un dallage sur terre-plein pour les parties sans sous-sol. Les terrains remaniés par les fouilles archéologiques devront être purgés sur toute leur épaisseur et substitués.

La présence de la nappe à faible profondeur constitue une contrainte importante pour le projet (pour la partie avec sous-sol). Une première approche des dispositions est présentée au paragraphe D.5. Celles-ci devront être précisées sur la base de l'étude hydrogéologique d'estimation des niveaux caractéristiques et sur la base d'investigations complémentaires permettant de mesurer les caractéristiques hydrodynamiques des terrains.

I.2. Données d'entrée nécessaires pour la mission G2 PRO

Devront nous être transmis avec l'ordre de service de démarrage de la mission G2 PRO :

- Mise à jour des plans du projet,
- Confirmation des catégories géotechniques suivant l'Eurocode 7 et des catégories d'importance vis-à-vis du risque sismique,
- Combinaisons suivant les Eurocodes des descentes de charges aux états limites,
- Hypothèses structurelles spécifiques nécessaires aux justifications des ouvrages géotechniques sous séisme,
- Seuils de déformations admissibles,
- Cotes et niveaux de protection des ouvrages enterrés - DTU14.1,
- Hypothèses de dimensionnement des chaussées,

I.3. Enchaînement des missions normalisées

Le présent rapport conclut la phase AVP de la mission d'étude géotechnique de conception G2 confiée à Fondasol.

Les calculs et valeurs dimensionnelles donnés dans le présent rapport ne sont que des ébauches destinées à donner un premier aperçu des sujétions techniques d'exécution et **ne constituent pas un dimensionnement du projet.**

Selon la norme NF P94-500, cette phase est insuffisante pour consulter les entreprises ; elle doit être suivie des phases PRO de prédimensionnement des ouvrages géotechniques, et DCE/ACT

visant notamment à vérifier avant l'envoi du DCE aux entreprises, que les préconisations de l'étude G2 sont bien prises en compte dans les paragraphes du CCTP relatifs aux ouvrages géotechniques.

Il conviendra également de missionner un géotechnicien pour la supervision d'exécution des travaux géotechniques dans le cadre d'une mission G4. L'étude et le suivi d'exécution de ces travaux est à confier à l'entreprise dans le cadre d'une mission G3.

FONDASOL est à la disposition du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre pour réaliser les phases PRO et DCE/ACT de la mission G2 et la mission G4.



ANNEXES

I. CONDITIONS GENERALES DE SERVICE

– 3 PAGES

1. Formation du Contrat

Toute commande par le co-contractant (« le Client »), qui a reçu un devis de la part de FONDASOL, ou l'une quelconque de ses filiales (ci-après le « Prestataire »), quelle qu'en soit la forme (par exemple bon de commande, lettre de commande, ordre d'exécution ou acceptation de devis, sans que cette liste ne soit exhaustive) et ses avenants éventuels, constituent l'acceptation totale et sans réserve des présentes conditions générales par ledit Client, que ce dernier ait contresigné les conditions générales ou non, ou qu'il ait émis des conditions contradictoires. Tout terme de la commande, quelle qu'en soit la forme, et de ses avenants éventuels, qui serait en contradiction avec les présentes conditions générales ou le devis, serait réputé de nul effet et inapplicable, sauf s'il a fait l'objet d'une acceptation écrite expresse non équivoque par le Prestataire. Cette acceptation ne peut pas résulter de l'exécution des Prestations prévues au devis et/ou à la commande, quelle qu'en soit la forme, et/ou avenant éventuel, ou de l'absence de réponse du Prestataire sur ledit terme.

Les présentes conditions générales prévalent sur toutes autres conditions y compris contenues dans la commande (quelle que soit sa forme) du Client ou dans les accusés de réception des échanges de données informatisés, sur portail électronique, dans la gestion électronique des achats ou dans les courriers électroniques du Client. Aucune exception ou dérogation n'est applicable sauf si elle est émise par le Prestataire ou acceptée expressément, préalablement et de manière non équivoque par écrit par le Prestataire. À ce titre, toute condition de la commande ne peut être considérée comme acceptée qu'après accord écrit exprès et non-équivoque du Prestataire. Le contrat est constitué par le dernier devis émis par le Prestataire, les présentes conditions générales, la commande ou l'acceptation de devis ou lettre de commande du Client et, à titre accessoire et complémentaire les conditions de la commande expressément acceptées et spécifiquement indiquées par écrit par le Prestataire comme acceptées (le « Contrat »).

2. Entrée en vigueur

Le Contrat n'entrera en vigueur qu'à la réception par le Prestataire de l'acompte prévu au Contrat ou suivant les conditions particulières du devis, ou, le cas échéant, de l'accusé de réception de commande et/ou de réception de paiement émis par le Prestataire. Sauf disposition contraire des conditions particulières du devis, les délais d'exécution par le Prestataire de ses obligations au titre du Contrat commencent quinze (15) jours ouvrés après la date d'entrée en vigueur du Contrat.

3. Prix

Les prix sont établis aux conditions économiques en vigueur à la date d'établissement du devis. Préalablement au Contrat, les prix sont valables selon la durée mentionnée au devis et au maximum pendant deux (2) mois à compter de la date du devis. À l'entrée en vigueur du Contrat, les prix sont fermes et définitifs pour une durée de six (6) mois mis à jour tous les six (6) mois par application de l'indice "Sondages et Forages TP 04" pour les investigations in situ et en laboratoire, et par application de l'indice « SYNTEC » pour les prestations d'études, l'Indice de base étant le dernier indice publié à la date d'émission du devis.

Les prix mentionnés dans le Contrat ou le devis ne comprennent pas la TVA, les taxes sur les ventes, les droits, les prélèvements, les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits de douane et d'importation, les surtaxes, les droits de timbre, les impôts retenus à la source et toutes les autres taxes similaires qui peuvent être imposées au Prestataire, à ses employés, à ses sociétés affiliées et/ou à ses représentants, dans le cadre de l'exécution du Contrat (les « Impôts »), qui seront supportés par le Client en supplément des prix indiqués. Le Prestataire restera toutefois responsable du paiement de tous les impôts applicables en France.

Au cas où le Prestataire serait obligé de payer l'un des Impôts mentionnés ci-dessus, le Client remboursera le Prestataire dans les trente (30) jours suivant la réception des documents correspondants justifiant le paiement de celui-ci. Au cas où ce remboursement serait interdit par toute législation applicable, le Prestataire aura le droit d'augmenter les prix indiqués dans le devis ou spécifiés dans le Contrat du montant des Impôts réellement supportés.

Sauf indication contraire dans le devis, les prix des Prestations relatifs à des quantités à réaliser, quelle qu'en soit l'unité (notamment sans que cela ne soit exhaustif, profondeurs, mètres linéaires, nombre d'essais, etc) ne sont que des estimatifs sur la base des informations du Client, en conséquence seules les quantités réellement réalisées seront facturées sur la base des prix unitaires du Contrat.

4. Obligations générales du Client

4.1 Le terme « Prestations » désigne exclusivement les prestations énumérées dans le devis du Prestataire comme étant comprises dans le devis à la charge du Prestataire. Toute prestation non comprise dans les Prestations, ou dont le prix unitaire n'est pas indiqué au Contrat, fera l'objet d'un prix nouveau à négocier.

4.2 Par référence à la norme NF P 94-500, il appartient au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à toute entreprise de faire réaliser impérativement par des ingénieries compétentes chacune des missions géotechniques (successivement G1, G2, G3 et G4 et les investigations associées) pour suivre toutes les étapes d'élaboration et d'exécution du projet. Si la mission d'investigations est commandée seule, elle est limitée à l'exécution matérielle de sondages et à l'établissement d'un compte rendu factuel sans interprétation et elle exclut toute activité d'étude, d'ingénierie ou de conseil, ce que le Client reconnaît et accepte expressément.

La mission de diagnostic géotechnique G5 engage le géotechnicien uniquement dans le cadre strict des objectifs ponctuels fixés et acceptés expressément par écrit.

4.3 Sauf disposition contraire expresse du devis, le Client obtiendra à ses propres frais, dans un délai permettant le respect du délai d'exécution du Contrat, tous les permis et autorisations d'importation nécessaires pour l'importation des matériels et équipements et l'exécution des Prestations dans le pays où les matériels et équipements doivent être livrés et où les Prestations doivent être exécutées. En plus de ce qui précède et sauf à ce que l'une ou plusieurs des obligations suivantes soient expressément et spécifiquement intégrées aux Prestations et au bordereau de prix, le Client devra également, notamment, sans que cela ne soit exhaustif :

- Payer au Prestataire les Prestations conformément aux conditions du Contrat ;
- Communiquer en temps utile toutes les informations et/ou documentations nécessaires pour l'exécution du Contrat et notamment, mais pas seulement, tout élément qui lui paraîtrait de nature à compromettre la bonne exécution des Prestations ou devant être pris en compte par le Prestataire ;
- Permettre un accès libre et rapide au Prestataire à ses locaux et/ou au site où sont réalisées les Prestations y compris pour la livraison des matériels et équipements nécessaires à la réalisation des Prestations et notamment, mais pas seulement, les machines de forage ;

- Approuver tous les documents du Prestataire conformément au devis et à défaut dans un délai de deux jours au plus ;
- Préparer ses installations pour l'exécution du Contrat, et notamment, sans que cela ne soit exhaustif, décider et préparer les implantations des forages, fournir eau et électricité, et veiller, le Client étant toujours responsable de ses installations, à ce que le Prestataire dispose en permanence de toutes les ressources nécessaires pour exécuter le Contrat, sauf accord spécifique contraire dans le Contrat. Si le Personnel du Client est tenu d'exécuter un travail lié au Contrat incluant, mais sans s'y limiter, l'assemblage ou l'installation d'équipements, ce personnel sera qualifié et restera en permanence sous la responsabilité du Client. Le Client conservera le droit exclusif de diriger et de superviser le travail quotidien de son personnel. Dans ce cas, le Prestataire ne sera en aucun cas responsable d'une négligence ou d'une faute du personnel du Client dans l'exécution de ses tâches, y compris les conséquences que cette négligence ou faute peut avoir sur le Contrat. Par souci de clarté, tout sous-traitant du Prestataire imposé ou choisi par le Client restera sous l'entière responsabilité du Client ;
- fournir, conformément aux articles R.554-I et suivants du même chapitre du code de l'environnement, à sa charge et sous sa responsabilité, l'implantation des réseaux privés, la liste et l'adresse des exploitants des réseaux publics à proximité des travaux, les plans, informations et résultats des investigations complémentaires consécutifs à sa Déclaration de projet de Travaux (DT). Ces informations sont indispensables pour permettre les éventuelles déclarations d'intentions de commencement de travaux (DICT) (le délai de réponse, est de 7 à 15 jours selon les cas, hors jours fériés) et pour connaître l'environnement du projet. En cas d'incertitude ou de complexité pour la localisation des réseaux sur le domaine public, il pourra être nécessaire de faire réaliser, à la charge du Client, des fouilles manuelles ou des avant-trous à la pelle mécanique pour les repérer. Les conséquences et la responsabilité de toute détérioration de ces réseaux par suite d'une mauvaise communication sont à la charge exclusive du Client.
- Déclarer aux autorités administratives compétentes tout forage réalisé, notamment, sans que cela ne soit exhaustif, de plus de 10 m de profondeur ou lorsqu'ils sont destinés à la recherche, la surveillance ou au prélèvement d'eaux souterraines (piézomètres notamment).

4.4 La responsabilité du Prestataire ne saurait être engagée en aucun cas pour quelque dommage que ce soit à des ouvrages publics ou privés (notamment, à titre d'exemple, des ouvrages, canalisations enterrés) dont la présence et l'emplacement précis ne lui auraient pas été signalés par écrit préalablement à l'émission du dernier devis et intégrés au Contrat.

5. Obligations générales du Prestataire

Le Prestataire devra :

- Exécuter avec le soin et la diligence requis ses obligations conformément au Contrat, toujours dans le respect des spécifications techniques et du calendrier convenus entre les Parties par écrit ;
- Respecter toutes les règles internes et les règles de sécurité raisonnables qui sont communiquées par le Client par écrit et qui sont applicables dans les endroits où les Prestations doivent être exécutées par le Prestataire ;
- S'assurer que son personnel reste à tout moment sous sa supervision et direction et exercer son pouvoir de contrôle et de direction sur ses équipes ;
- Procéder selon les moyens actuels de son art, à des recherches consciencieuses et à fournir les indications qu'on peut en attendre, étant entendu qu'il s'agit d'une obligation de moyen et en aucun cas d'une obligation de résultat ou de moyens renforcée ;
- Faire en sorte que son personnel localisé dans le pays de réalisation des Prestations respecte les lois dudit pays.

Le Prestataire n'est solidaire d'aucun autre intervenant sauf si la solidarité est explicitement prévue et expressément agréée dans le devis et dans ce cas la solidarité ne s'exerce que sur la durée de réalisation sur site du Client du Contrat.

En cas d'intervention du Prestataire sur site du Client, si des éléments de terrain diffèrent des informations préalables fournies par le Client, le Prestataire peut à tout moment décider que la protection de son personnel n'est pas assurée ou adéquate et suspendre ses Prestations jusqu'à ce que les mesures adéquates soient mises en œuvre pour assurer la protection du personnel, par exemple si des traces de pollution sont découvertes ou révélées. Une telle suspension sera considérée comme un Imprévu, tel que défini à l'article 14 ci-dessous.

6. Délais de réalisation

À défaut d'engagement précis, ferme et expresse du Prestataire dans le devis sur une date finale de réalisation ou une durée de réalisation fixe et non soumise à variations, les délais d'intervention et d'exécution données dans le devis sont purement indicatifs et, notamment du fait de la nature de l'activité du Prestataire, dépendante des interventions du Client ou de tiers, ne sauraient en aucun cas engager le Prestataire. Les délais de réalisation sont soumis aux ajustements tels qu'indiqués au Contrat. À défaut d'accord exprès spécifique contraire, il ne sera pas appliqué de pénalités de retard. Nonobstant toute clause contraire, les pénalités de retard, si elles sont prévues, sont plafonnées à un montant total maximum et cumulé pour le Contrat de 5% du montant total HT du Contrat.

- Le Prestataire réalise le Contrat sur la base des informations communiquées par le Client. Ce dernier est seul responsable de l'exactitude et de la complétude de ces données et transmettra au Prestataire toute information nécessaire à la réalisation des Prestations. En cas d'absence de transmission, d'inexactitude de ces données ou d'absence d'accès au(x) site(s) d'intervention, quelles que soient les hypothèses que le Prestataire a pu prendre, notamment en cas d'absence de données ou d'accès, le Prestataire est exonéré de toute responsabilité et les délais de réalisation sont automatiquement prolongés d'une durée au moins équivalente à la durée de correction de ces données et de reprise des Prestations correspondantes.

7. Formalités, autorisations et accès, obligations d'information, dégâts aux ouvrages et cultures

À l'exception d'un accord contraire dans les conditions spécifiques du devis ou dans les cas d'obligations législatives ou réglementaires non transférable par convention à la charge du Prestataire, toutes les démarches et formalités administratives ou autres, pour l'obtention des autorisations et permis de pénétrer sur les lieux et/ou d'effectuer les Prestations sont à la charge du Client. Le Client doit obtenir et communiquer les autorisations requises pour l'accès du

personnel et des matériels nécessaires au Prestataire en toute sécurité dans l'enceinte des propriétés privées ou sur le domaine public. Le Client doit également fournir tous les documents et informations relatifs aux dangers et aux risques de toute nature, notamment sans que cela ne soit exhaustif, ceux cachés, liés aux réseaux, aux obstacles enterrés, à l'historique du site et à la pollution des sols, sous-sols et des nappes. Le Client communiquera les règles pratiques que les intervenants doivent respecter en matière de santé, sécurité, hygiène et respect de l'environnement. Il assure également en tant que de besoin la formation du personnel, notamment celui du Prestataire, sur les règles propres à son site, avant toute intervention sur site. Le Client sera responsable de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non-consécutif, résultant des événements mentionnés au présent paragraphe et qui n'aurait pas été mentionné au Prestataire.

Lorsque les Prestations consistent à mesurer, relever voire analyser ou traiter des sols pollués, le Prestataire a l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour protéger son personnel dans la réalisation desdites Prestations, sur la base des données fournies par le Client.

Les forages et investigations de sols et sous-sols peuvent par nature entraîner des dommages sur le site en ce compris tout chemin d'accès, en particulier sur la végétation, les cultures et les ouvrages existants, sans qu'il y ait négligence ou faute de la part du Prestataire. Ce dernier n'est en aucun cas tenu de remettre en état ou réparer ces dégâts, sauf si la remise en état et/ou les réparations font partie des Prestations, et n'est en aucun cas tenu d'indemniser le Client ou les tiers pour lesdits dommages inhérents à la réalisation des Prestations.

8. Implantation, nivellement des sondages

À l'exception des cas où l'implantation des sondages fait partie des Prestations à réaliser par le Prestataire, ce dernier est exonéré de toute responsabilité dans les événements consécutifs à ladite implantation et est tenu indemne des conséquences liées à la décision d'implantation, tels que notamment, sans que cela ne soit exhaustif, le retard de réalisation, les surcoûts et/ou la perte de forage. Les Prestations ne comprennent pas les implantations topographiques permettant de définir l'emprise des ouvrages et zones à étudier ni la mesure des coordonnées précises des points de sondages ou d'essais. Les éventuelles altitudes indiquées pour chaque sondage (qu'il s'agisse de cotes de références rattachées à un repère arbitraire ou de cotes NGF) ne sont données qu'à titre indicatif. Seules font foi les profondeurs mesurées depuis le sommet des sondages et comptées à partir du niveau du sol au moment de la réalisation des essais.

9. Hydrogéologie - Géotechnique

9.1 Les niveaux d'eau indiqués dans le rapport final d'exécution des Prestations correspondent uniquement aux niveaux relevés au droit des sondages exécutés et au moment précis du relevé. En dépit de la qualité de l'étude les aléas suivants subsistent, notamment la variation des niveaux d'eau en relation avec la météo ou une modification de l'environnement des études et Prestations. Seule une étude hydrogéologique spécifique permet de déterminer les amplitudes de variation de ces niveaux et les PHEC (Plus Hautes Eaux Connues).

9.2 L'étude géotechnique s'appuie sur les renseignements reçus concernant le projet, sur un nombre limité de sondages et d'essais, et sur des profondeurs d'investigations limitées qui ne permettent pas de lever toutes les incertitudes inévitables à cette science naturelle. En dépit de la qualité de l'étude, des incertitudes subsistent du fait notamment du caractère ponctuel des investigations, de la variation d'épaisseur des remblais et/ou des différentes couches, de la présence de vestiges enterrés et de bien d'autres facteurs telle que la variation latérale de faciès. Les conclusions géotechniques ne peuvent donc conduire à traiter à forfait le prix des fondations compte tenu d'une hétérogénéité, naturelle ou du fait de l'homme, toujours possible et des aléas d'exécution pouvant survenir lors de la découverte des terrains. Si un caractère évolutif particulier a été mis en lumière (notamment à titre d'exemple glissement, érosion, dissolution, remblais évolutifs, tourbe), l'application des recommandations du rapport nécessite une actualisation à chaque étape du projet notamment s'il s'écoule un laps de temps important avant l'étape suivante.

9.3 L'estimation des quantités des ouvrages géotechniques nécessite, une mission d'étude géotechnique de conception G2 (phase projet). Les éléments géotechniques non décelés par l'étude et mis en évidence lors de l'exécution (pouvant avoir une incidence sur les conclusions du rapport) et les incidents importants survenus au cours des travaux (notamment glissement, dommages aux avoisinants ou aux existants) doivent obligatoirement être portés à la connaissance du Prestataire ou signalés aux géotechniciens chargés des Prestations de suivi géotechnique d'exécution G3 et de supervision géotechnique d'exécution G4, afin que les conséquences sur la conception géotechnique et les conditions d'exécution soient analysées par un homme de l'art.

10. Pollution - dépollution

Lorsque l'objet de la Prestation est le diagnostic ou l'analyse de la pollution de sols et/ou sous-sols, ou l'assistance à la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'œuvre de prestations de dépollution, le Client devra désigner un coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé sur le site (SPS), assister le Prestataire pour l'obtention des autorisations nécessaires auprès des autorités compétentes, fournir au Prestataire toute information (notamment visite sur site, documents et échantillons) nécessaire à l'obtention des Certificats d'Acceptation Préalable de Déchets ainsi que pour l'obtention des autorisations nécessaires au transport, au traitements et à l'élimination des terres, matériaux, effluents, rejets, déchets, et plus généralement de toute substance polluante.

Sauf s'il s'agit de l'objet des Prestations tel que précisé au devis, notre devis est réalisé sur la base d'un site sur lequel il n'existe aucun danger potentiel lié à la présence de produits radioactifs.

Les missions d'assistance à maîtrise d'œuvre ou de maîtrise d'œuvre seront exercées conformément à l'objectif de réhabilitation repris dans le devis. À défaut d'une telle définition d'objectif, ces missions ne pourront commencer.

11. Rapport de mission, réception des Prestations par le Client

Sauf disposition contraire du Contrat et sous réserve des présentes conditions générales, la remise du dernier document à fournir dans le cadre des Prestations marque la fin de la réalisation des Prestations. La fin de la réalisation des Prestations sur site du Client est marquée par le départ autorisé du personnel du Prestataire du site. L'approbation du dernier document fourni dans le cadre des Prestations doit intervenir au plus tard deux semaines après sa remise au Client. À défaut de rejet explicite et par écrit par le Client dans ce délai, le document sera considéré comme approuvé. L'émission de commentaires ne vaut pas rejet et n'interrompt pas le délai d'approbation. Le Prestataire répondra aux commentaires dans les dix (10) jours de leur réception. À défaut de rejet explicite et par écrit par le Client dans les cinq (5) jours de la réception des réponses aux commentaires ou du document modifié, le document sera considéré comme approuvé. Si le Client refuse le document et que le document n'est toujours pas approuvé deux (2) mois après sa remise initiale, les Parties pourront mettre en œuvre le processus de règlement des litiges tel que défini au Contrat. À défaut de mise en œuvre de ce processus, le rapport sera considéré comme approuvé définitivement trois mois après la date de sa remise initiale au Client.

12. Réserve de propriété, confidentialité

Les coupes de sondages, plans et documents établis par le Prestataire dans le cadre des Prestations ne peuvent être utilisés, publiés ou reproduits par des tiers sans son autorisation. Le Client ne peut pas les utiliser pour d'autres ouvrages sans accord écrit préalable exprès du Prestataire. Le Client s'engage à maintenir confidentielle et à ne pas utiliser pour tout autre objectif que celui prévu au Contrat ou pour le compte de tiers, toute information se rapportant au savoir-faire, techniques et données du Prestataire, que ces éléments soient brevetés ou non, dont le Client a pu avoir connaissance au cours des Prestations ou qui ont été acquises ou développées par le Prestataire au cours du Contrat, sauf accord préalable écrit exprès du Prestataire.

13. Propriété Intellectuelle

Si dans le cadre du Contrat, le Prestataire met au point, développe ou utilise une nouvelle technique, celle-ci est et/ou reste sa propriété exclusive. Le Prestataire est libre de déposer tout brevet s'y rapportant. Le Prestataire est titulaire des droits d'auteur et de propriété sur les résultats et/ou données compris, relevés ou utilisés dans les ou, au cours des, Prestations et/ou développés, générés, compilés et/ou traités dans le cadre du Contrat. Le Prestataire concède au Client, sous réserve qu'il remplisse ses obligations au titre du Contrat, un droit non exclusif de reproduction des documents remis dans le cadre des Prestations pour la seule utilisation des besoins de l'exploitation, la maintenance et l'entretien du site Client concerné.

En cas de reproduction des documents remis par le Prestataire dans le cadre des Prestations, le Client s'engage à indiquer la source en portant sur tous les documents diffusés intégrant lesdits documents du Prestataire, quelle que soit leur forme, la mention suivante en caractères apparents : « *source originelle : Groupe Fondasol – date du document : JJ/MM/AAAA* » sans que ces mentions ne puissent être interprétées comme une quelconque garantie donnée par le Prestataire. Le Client s'engage à ce que tout tiers à qui il aurait été dans l'obligation de remettre l'un ou les documents, se conforme à l'obligation de citation de la source originelle telle que prévue au présent article.

14. Modifications du contenu des Prestations en cours de réalisation

La nature des Prestations et des moyens à mettre en œuvre, les prévisions des avancements et délais, ainsi que les prix sont déterminés en fonction des éléments communiqués par le Client et ceux recueillis lors de l'établissement du devis. Des conditions imprévisibles par le Prestataire au moment de l'établissement du devis touchant à la géologie et éléments de terrains et découvertes imprévues, aux hypothèses de travail, au projet et à son environnement, à la législation et aux règlements, à des événements imprévus, survenant au cours de la réalisation des Prestations (l'ensemble désigné par les « Imprévus ») pourront conduire le Prestataire à proposer au Client un ou des avenant(s) avec notamment application des prix du bordereau du devis, ou en leur absence, de nouveau prix raisonnables et des délais de réalisation mis à jour. À défaut d'un refus écrit exprès du Client dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception de la proposition d'avenant ou de modification des Prestations, ledit avenant ou modification des Prestations devient pleinement effectif et le Prestataire est donc rémunéré du prix de cet avenant ou de cette modification des Prestations, en sus. En cas de refus écrit exprès du Client, le Prestataire est en droit de suspendre immédiatement l'exécution des Prestations jusqu'à confirmation écrite expresse du Client des modalités pour traiter de ces Imprévus et accord des deux Parties sur lesdites modalités. Les Prestations réalisées à cette date sont facturées et rémunérées intégralement, sans que le Client ne puisse faire état d'un préjudice. Le temps d'immobilisation du personnel du Prestataire est rémunéré selon le prix unitaire indiqué dans le bordereau de prix du devis. Dans l'hypothèse où le Prestataire notifie qu'il est dans l'impossibilité d'accepter les modalités de traitement des Imprévus telles que demandées par le Client, ce dernier aura le droit de résilier le Contrat selon les termes prévus à l'article 19.2 (Résiliation).

15. Modifications du projet après fin de mission, délai de validité du rapport

Le rapport de fin de mission, quel que soit son nom, constitue une synthèse des Prestations telle que définie au Contrat. Ce rapport et ses annexes forment un ensemble indissociable. Toute interprétation, reproduction partielle ou totale, ou utilisation par un autre maître de l'ouvrage, un autre constructeur ou maître d'œuvre, ou conseil desdits maître d'ouvrage, constructeur ou maître d'œuvre pour un projet différent de celui objet du Contrat est interdite et ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prestataire à quelque titre que ce soit. La responsabilité du Prestataire ne saurait être engagée en dehors du cadre de la mission objet du rapport. Toute modification apportée au projet, au site, à l'ouvrage et/ou à son environnement non révélé expressément au Prestataire lors de la réalisation des Prestations ou dont il lui a été demandé de ne pas tenir compte, rend le rapport caduc, dégage la responsabilité du Prestataire et engage celle du Client. Le Client doit faire actualiser le dernier rapport émis dans le cadre du Contrat en cas d'ouverture du chantier (pour lequel le rapport a été émis) plus d'un an après remise dudit rapport. Il en est de même notamment en cas de travaux de terrassements, de démolition ou de réhabilitation du site (à la suite d'une contamination des terrains et/ou de la nappe) modifiant entre autres les qualités mécaniques, les dispositions constructives et/ou la répartition de tout ou partie des sols sur les emprises concernées par l'étude géotechnique.

16. Force Majeure

Le Prestataire ne sera pas responsable, de quelque manière que ce soit, de la non-exécution ou du retard d'exécution de ses obligations à la suite d'un événement de Force majeure. La Force Majeure sera définie comme un événement qui empêche l'exécution totale ou partielle du Contrat et qui ne peut être surmonté en dépit des efforts raisonnables de la part de la Partie affectée, qui lui est extérieure. La Force Majeure inclura, notamment les événements suivants: catastrophes naturelles ou climatiques, pénurie de main d'œuvre qualifiée ou de matières premières, incidents majeurs affectant la production des agents ou sous-traitants du Prestataire, actes de guerre, de terrorisme, sabotages, embargos, insurrections, émeutes ou atteintes à l'ordre public.

Tout événement de Force Majeure sera notifié par écrit à l'autre Partie dès que raisonnablement possible. Si l'événement de Force Majeure se poursuit pendant plus de deux (2) mois et que les Parties ne se sont pas mises d'accord sur les conditions de poursuite du Contrat, l'une ou l'autre des Parties aura le droit de résilier le Contrat, sur préavis écrit d'au moins trente (30) jours adressé à l'autre Partie, auquel cas la stipulation de la clause de Résiliation du Contrat s'appliquera.

Quand l'événement de Force Majeure aura cessé de produire ses effets, le Prestataire reprendra l'exécution des obligations affectées dès que possible. Le délai de réalisation sera automatiquement prolongé d'une période au moins équivalente à la durée réelle des effets de l'événement de Force Majeure. Tous frais supplémentaires raisonnablement engagés par le Prestataire suite à l'événement de Force Majeure seront remboursés par le Client au Prestataire contre présentation de la preuve de paiement associée et de la facture correspondante.

17. Conditions de paiement, acompte, retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est appliquée sur les paiements des Prestations.

Dans le cas où le Contrat nécessite une intervention d'une durée supérieure à un mois, des factures mensuelles intermédiaires sont établies et envoyées par le Prestataire pour paiement par le Client. Les paiements interviennent à réception et sans escompte. L'acompte dont le montant est défini dans les conditions particulières du devis est déduit de la **facture ou décompte final(e)**.

En cas de sous-traitance par le Client au Prestataire dans le cadre d'un ouvrage public, les factures du Prestataire sont réglées directement et intégralement par le maître d'ouvrage, conformément à la loi n°75-1334 du 31/12/1975.

En l'absence de paiement au plus tard le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture, il sera appliqué à compter dudit jour et de plein droit, un intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de 10 points de pourcentage. Cette pénalité sera exigible sans qu'un rappel ou mise en demeure soit nécessaire à compter du jour suivant la date de règlement figurant sur la facture.

En sus de ces pénalités de retard, le Client sera redevable de plein droit des frais de recouvrement exposés ou d'une indemnité forfaitaire de 40 €.

Si la carence du Client rend nécessaire un recouvrement contentieux, le Client s'engage à payer, en sus du principal, des frais, dépens et émoluments ordinairement et légalement à sa charge et des dommages-intérêts éventuels, une indemnité fixée à 15% du montant TTC de la créance avec un minimum de 500 euros. Cette indemnité est due de plein droit, sans mise en demeure préalable, du seul fait du non-respect de la date de paiement. Les Parties reconnaissent expressément qu'elle constitue une évaluation raisonnable de l'indemnité de recouvrement et de l'indemnisation des frais de recouvrement.

Un désaccord quelconque dans le cadre de l'exécution des Prestations ne saurait en aucun cas constituer un motif de non-paiement des Prestations réalisées et non soumises à contestation précise et documentée. La compensation est formellement exclue. En conséquence, le Client

s'interdit de déduire le montant des préjudices qu'il allègue du prix des Prestations facturé ou de retenir les paiements.

18. Suspension

L'exécution du Contrat ne peut être suspendue par le Prestataire que dans les cas suivants :

- (i) En cas d'Imprévus,
- (ii) En cas de violation par le Client d'une ou plusieurs de ses obligations contractuelles,
- (iii) En cas de Force Majeure.

Quand l'un des événements mentionnés ci-dessus se produit, le Prestataire a le droit de notifier au Client son intention de suspendre l'exécution du Contrat. Dans ce cas, le délai de réalisation sera prolongé d'une période équivalente à la durée de cette suspension et tous les frais associés engagés par le Prestataire suite à cette suspension seront remboursés par le Client contre présentation des preuves de paiement associées, en ce compris l'indemnité d'immobilisation au taux prévu au devis. Le Prestataire peut soumettre la reprise des obligations suspendues au remboursement par le Client au Prestataire des sommes mentionnées ci-dessus.

Si l'exécution du Contrat est suspendue pendant une période de plus de deux (2) mois, le Prestataire aura le droit de résilier le Contrat immédiatement sur préavis écrit d'au moins trente (30) jours, auquel cas les stipulations de l'article « Résiliation » (19.2 et suivants) du Contrat s'appliqueront. À partir du moment où les obligations du Prestataire ou le Contrat sont suspendus pendant une durée égale ou supérieure à deux (2) mois, les Prestations seront considérées comme finies et acceptées par le Client.

19. Résiliation

Toute procédure de résiliation est obligatoirement précédée d'une tentative de négociation et résolution amiable du différend.

19.1 Résiliation pour manquement

Si l'une des Parties commet une violation substantielle du Contrat, l'autre Partie peut demander, par écrit, que la Partie défaillante respecte les conditions du Contrat. Si dans un délai de trente (30) jours, ou dans un autre délai dont les Parties auront convenu, après la réception de cette demande, la Partie défaillante n'a pas pris de mesures satisfaisantes pour respecter le Contrat, la Partie non défaillante peut, sans préjudice de l'exercice des autres droits ou recours dont elle peut disposer, résilier le Contrat en remettant à la Partie défaillante une notification écrite à cet effet.

19.2 Résiliation pour insolvabilité ou événement similaire ou après suspension prolongée

Si l'une ou l'autre des Parties est en état de cessation des paiements ou devient incapable de répondre à ses obligations financières, ou après une suspension supérieure à deux (2) mois, l'autre Partie peut, sans préjudice de l'exercice des autres droits ou recours dont elle peut disposer, résilier le Contrat en remettant à la première Partie une notification à cet effet. Cette résiliation entrera en vigueur à la date où ladite notification de résiliation est reçue par la première Partie.

19.3 Indemnisation pour résiliation

En cas de résiliation du Contrat en totalité ou en partie par le Client ou le Prestataire, conformément aux stipulations des Articles 19.1 ou 19.2, le Client paiera au Prestataire :

- (i) Le solde du prix des Prestations exécutées conformément au Contrat, à la date de résiliation non encore payées, et
- (ii) Les coûts réellement engagés par le Prestataire jusqu'à la date de résiliation pour la réalisation des Prestations y compris si certaines Prestations ne sont pas terminées,
- (iii) les coûts engagés par le Prestataire suite à la résiliation, y compris, mais sans s'y limiter, tous les frais liés à l'annulation de ses contrats de sous-traitance ou de ses contrats avec ses propres fournisseurs et les frais engagés pour toute suspension prolongée (le cas échéant), et
- (iv) un montant raisonnable pour compenser les frais administratifs et généraux du Prestataire du fait de la résiliation, qui ne sera en aucun cas inférieur à quinze (15) pour cent du prix des Prestations restant à effectuer à la date de résiliation.

En cas de résiliation du Contrat due à un événement de Force Majeure conformément à l'Article 16, le Client paiera au Prestataire les montants mentionnés aux alinéas (i), (ii) et (iii) ci-dessus et tous les autres frais raisonnables engagés par le Prestataire suite à l'événement de Force Majeure et à la suspension associée.

19.4 Effets de la résiliation

La résiliation du Contrat en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit, n'affectera pas les stipulations du présent article et des articles concernant la propriété intellectuelle, la confidentialité, la limitation de responsabilité, le droit applicable et le règlement des différends.

20. Répartition des risques, responsabilités

20.1 Le Prestataire n'est pas tenu d'avertir son Client sur les risques encourus déjà connus ou ne pouvant être ignorés du Client compte-tenu de sa compétence. Le devoir de conseil du Prestataire vis-à-vis du Client ne s'exerce que dans les domaines de compétence requis pour l'exécution des Prestations spécifiquement confiées. Tout élément nouveau connu du Client après la fin de la réalisation des Prestations doit être communiqué au Prestataire qui pourra, le cas échéant, proposer la réalisation d'une prestation complémentaire. À défaut de communication des éléments nouveaux ou d'acceptation de la prestation complémentaire, le Client en assumera toutes les conséquences. En aucun cas, le Prestataire ne sera tenu pour responsable des conséquences d'un non-respect de ses préconisations ou d'une modification de celles-ci par le Client pour quelque raison que ce soit. L'attention du Client est attirée sur le fait que toute estimation de quantités faite à partir des données obtenues par prélèvements ou essais ponctuels sur le site objet des Prestations possède une représentativité limitée et donc incertaine par rapport à l'ensemble du site pour lequel elles seraient extrapolées.

20.2 Le Prestataire est responsable des dommages qu'il cause directement par l'exécution de ses Prestations, dans les conditions et limites du Contrat. À ce titre, il est responsable de ses Prestations dont la défectuosité lui est imputable. Nonobstant toute clause contraire dans le Contrat ou tout autre document, la responsabilité totale et cumulée du Prestataire au titre du ou en relation avec le Contrat sera plafonnée au prix total HT du Contrat et à dix mille (10 000)

euros pour tout Contrat dont le prix HT serait inférieur à ce montant, quel que soit le fondement de la responsabilité (contractuelle, délictuelle, garantie, légale ou autre). Nonobstant toute clause contraire dans le Contrat ou tout autre document, il est expressément convenu que le Prestataire ne sera pas responsable des dommages immatériels consécutifs et/ou non-consécutifs à un dommage matériel et ne sera pas responsable des dommages tels que, notamment, la perte d'exploitation, la perte de production, le manque à gagner, la perte de profit, la perte de contrat, la perte d'image, l'immobilisation de personnel ou d'équipements, que ceux-ci soient considérés directs ou non.

20.3 Le Prestataire sera garanti et indemnisé en totalité par le Client contre tous recours, demandes, actions, procédures, recherches en responsabilité de toute nature de la part de tiers au Contrat à l'encontre du Prestataire du fait des Prestations.

21. Assurances

Le Prestataire bénéficie d'un contrat d'assurance au titre de la responsabilité décennale afférente aux ouvrages soumis à obligation d'assurance, conformément à l'article L.241-I du Code des assurances. **À ce titre et en toute hypothèse y compris pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance, les ouvrages dont la valeur HT (travaux et honoraires compris) excède au jour de la déclaration d'ouverture de chantier un montant de 15 M€ HT doivent faire l'objet d'une déclaration auprès du Prestataire.** Il est expressément convenu que le Client a l'obligation d'informer le Prestataire d'un éventuel dépassement de ce seuil, et accepte, de fournir tous éléments d'information nécessaires à l'adaptation de la garantie. Au-delà de 15 M€ HT de valeur de l'ouvrage, le Client prend également l'engagement, de souscrire à ses frais un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD), contrat dans lequel le Prestataire sera expressément mentionné parmi les bénéficiaires. Le Client prendra en charge toute éventuelle sur-cotisation qui serait demandée au Prestataire par rapport aux conditions de base de son contrat d'assurance. Par ailleurs, les ouvrages de caractère exceptionnel, voire inhabituels sont exclus du contrat d'assurance en vigueur et doivent faire l'objet d'une cotation particulière. À défaut de respecter ces engagements, le Client en supportera les conséquences financières. Le maître d'ouvrage est tenu d'informer le Prestataire de la DOC (déclaration d'ouverture de chantier).

Toutes les conséquences financières d'une déclaration insuffisante quant au coût de l'ouvrage seront supportées par le Client.

22. Changement de lois

Si à tout moment après la date du devis du Prestataire au Client, une loi, un règlement, une norme ou une méthode entre en vigueur ou change, et si cela augmente le coût de réalisation des Prestations, ou si cela affecte plus généralement l'une des conditions du Contrat, tel que, mais sans que ce ne soit limitatif, le délai de réalisation ou les garanties, le prix du Contrat sera ajusté en fonction de l'augmentation des coûts subie par le Prestataire du fait de ce changement et supporté par le Client. Les autres conditions du Contrat affectées seront ajustées de bonne foi pour refléter ce/ces changement(s).

23. Interprétation, langue

En cas de contradiction ou de conflit entre les termes des différents documents composant le Contrat tel qu'indiqué en article 1, les documents prévalent l'un sur l'autre dans l'ordre dans lequel ils sont énoncés audit article 1. Sauf clause contraire spécifique dans le devis, tout rapport et/ou document objet des Prestations sera fourni en français. Les titres des articles des présentes conditions générales n'ont aucune valeur juridique ni interprétative.

24. Cessibilité de Contrat, non-renonciation

Le Contrat ne peut être cédé, en tout ou en partie, par le Client ou le Prestataire à un tiers sans le consentement exprès, écrit, préalable de l'autre Partie. La sous-traitance par le Prestataire n'est pas considérée comme une cession au titre du présent article. Le fait que le Prestataire ne se prévale pas à un moment donné de l'une quelconque des stipulations du Contrat et/ou tolère un manquement par le Client à l'une quelconque des obligations visées dans le Contrat ne peut en aucun cas être interprété comme valant renonciation par le Prestataire à se prévaloir ultérieurement de l'une quelconque desdites stipulations.

25. Divisibilité

Si une stipulation du Contrat est jugée par une autorité compétente comme nulle et inapplicable en totalité ou en partie, la validité des autres stipulations du Contrat et le reste de la stipulation en question n'en sera pas affectée. Le Client et le Prestataire remplaceront cette stipulation par une stipulation aussi proche que possible de la stipulation rendue invalide, produisant les mêmes effets juridiques que ceux initialement prévus par le Client et le Prestataire.

26. Litiges - Attribution de juridiction

LE PRÉSENT CONTRAT EST SOUMIS AU DROIT FRANÇAIS ET TOUT LITIGE RELATIF AUDIT CONTRAT (SA VALIDITÉ, SON INTERPRÉTATION, SON EXISTENCE, SA RÉALISATION, DÉFECTUEUSE OU TOTALE, SON EXPIRATION OU SA RÉSILIATION NOTAMMENT) SERA SOUMIS EXCLUSIVEMENT AU DROIT FRANÇAIS.

À DÉFAUT D'ACCORD AMIABLE DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS SUIVANT L'ENVOI D'UNE CORRESPONDANCE FAISANT ÉTAT D'UN DIFFÉREND, TOUT LITIGE SERA SOUMIS POUR RÉSOLUTION AUX JURIDICTIONS DU RESSORT DU SIÈGE SOCIAL DU PRESTATAIRE QUI SONT SEULES COMPÉTENTES, ET AUXQUELLES LES PARTIES ATTRIBUENT COMPÉTENCE EXCLUSIVE, MÊME EN CAS DE DEMANDE INCIDENTE OU D'APPEL EN GARANTIE OU DE PLURALITÉ DE DÉFENDEURS. LA LANGUE DU CONTRAT ET DE TOUT RÈGLEMENT DES LITIGES EST LE FRANÇAIS.

NOVEMBRE 2018

2. ENCHAINEMENT DES MISSIONS D'INGENIERIE GEOTECHNIQUE (NF P94-500) – I PAGE

Le Maître d'Ouvrage doit associer l'ingénierie géotechnique au même titre que les autres ingénieries à la Maîtrise d'Œuvre et ce, à toutes les étapes successives de conception, puis de réalisation de l'ouvrage. Le Maître d'Ouvrage, ou son mandataire, doit veiller à la synchronisation des missions d'ingénierie géotechnique avec les phases effectives à la Maîtrise d'Œuvre du projet.

L'enchaînement et la définition synthétique des missions d'ingénierie géotechnique sont donnés ci-après. Deux ingénieries géotechniques différentes doivent intervenir : la première pour le compte du Maître d'Ouvrage ou de son mandataire lors des étapes 1 à 3, la seconde pour le compte de l'entreprise lors de l'étape 3.

Enchaînement des missions G1 à G4	Phases de la maîtrise d'œuvre	Mission d'ingénierie géotechnique et Phase de la mission		Objectifs à atteindre pour les ouvrages géotechniques	Niveau de management des risques géotechniques attendu	Prestations d'investigations géotechniques à réaliser
Étape 1 : Étude géotechnique préalable (G1)		Étude géotechnique préalable (G1) Phase Étude de Site (ES)		Spécificités géotechniques du site	Première identification des risques présentés par le site	Fonction des données existantes et de la complexité géotechnique
	Étude préliminaire, Esquisse, APS	Études géotechnique préalable (G1) Phase Principes Généraux de Construction (PGC)		Première adaptation des futurs ouvrages aux spécificités du site	Première identification des risques pour les futurs ouvrages	Fonctions des données existantes et de la complexité géotechnique
Étape 2 : Étude géotechnique de conception (G2)	APD/AVP	Étude géotechnique de conception (G2) Phase Avant-projet (AVP)		Définition et comparaison des solutions envisageables pour le projet	Mesures préventives pour la réduction des risques identifiés, mesures correctives pour les risques résiduels avec détection au plus tôt de leur survenance	Fonction du site et de la complexité du projet (choix constructifs)
	PRO	Études géotechniques de conception (G2) Phase Projet (PRO)		Conception et justifications du projet		Fonction du site et de la complexité du projet (choix constructifs)
	DCE/ACT	Étude géotechnique de conception (G2) Phase DCE/ACT		Consultation sur le projet de base/choix de l'entreprise et mise au point du contrat de travaux		
Étape 3 : Études géotechniques de réalisation (G3/G4)		A la charge de l'entreprise	A la charge du maître d'ouvrage			
	EXE/VISA	Étude de suivi géotechniques d'exécution (G3) Phase Étude (en interaction avec la phase suivi)	Supervision géotechnique d'exécution (G4) Phase Supervision de l'étude géotechnique d'exécution (en interaction avec la phase supervision du suivi)	Étude d'exécution conforme aux exigences du projet, avec maîtrise de la qualité, du délai et du coût	Identification des risques résiduels, mesures correctives, contrôle du management des risques résiduels (réalité des actions, vigilance, mémorisation, capitalisation des retours d'expérience)	Fonction des méthodes de construction et des adaptations proposées si des risques identifiés surviennent
	DET/AOR	Étude et suivi géotechniques d'exécutions (G3) Phase Suivi (en interaction avec la Phase Étude)	Supervision géotechnique d'exécution (G4) Phase Supervision du suivi géotechnique d'exécution (en interaction avec la phase Supervision de l'étude)	Exécution des travaux en toute sécurité et en conformité avec les attentes du maître d'ouvrage		Fonction du contexte géotechnique observé et du comportement de l'ouvrage et des avoisinants en cours de travaux
À toute étape d'un projet ou sur un ouvrage existant	Diagnostic	Diagnostic géotechnique (G5)		Influence d'un élément géotechnique spécifique sur le projet ou sur l'ouvrage existant	Influence de cet élément géotechnique sur les risques géotechniques identifiés	Fonction de l'élément géotechnique étudié

Classification des missions d'ingénierie géotechnique en page suivante

Février 2014

3. MISSIONS TYPES D'INGENIERIE GEOTECHNIQUE (NORME NF P94-500) – I PAGE

L'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étapes 1 à 3) doit suivre les étapes de conception et de réalisation de tout projet pour contribuer à la maîtrise des risques géotechniques. Le maître d'ouvrage ou son mandataire doit faire réaliser successivement chacune de ces missions par une ingénierie géotechnique. Chaque mission s'appuie sur des données géotechniques adaptées issues d'investigations géotechniques appropriées.

ETAPE 1 : ETUDE GEOTECHNIQUE PREALABLE (G1)

Cette mission exclut toute approche des quantités, délais et coûts d'exécution des ouvrages géotechniques qui entre dans le cadre de la mission d'étude géotechnique de conception (étape 2). Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire. Elle comprend deux phases:

Phase Étude de Site (ES)

Elle est réalisée en amont d'une étude préliminaire, d'esquisse ou d'APS pour une première identification des risques géotechniques d'un site. - Faire une enquête documentaire sur le cadre géotechnique du site et l'existence d'avoisinants avec visite du site et des alentours.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport donnant pour le site étudié un modèle géologique préliminaire, les principales caractéristiques géotechniques et une première identification des risques géotechniques majeurs.

Phase Principes Généraux de Construction (PGC)

Elle est réalisée au stade d'une étude préliminaire, d'esquisse ou d'APS pour réduire les conséquences des risques géotechniques majeurs identifiés. Elle s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport de synthèse des données géotechniques à ce stade d'étude (première approche de la ZIG, horizons porteurs potentiels, ainsi que certains principes généraux de construction envisageables (notamment fondations, terrassements, ouvrages enterrés, améliorations de sols).

ETAPE 2 : ETUDE GEOTECHNIQUE DE CONCEPTION (G2)

Cette mission permet l'élaboration du projet des ouvrages géotechniques et réduit les conséquences des risques géotechniques importants identifiés. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend trois phases:

Phase Avant-projet (AVP)

Elle est réalisée au stade de l'avant-projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport donnant les hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade de l'avant-projet, les principes de construction envisageables (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions générales vis-à-vis des nappes et des avoisinants), une ébauche dimensionnelle par type d'ouvrage géotechnique et la pertinence d'application de la méthode observationnelle pour une meilleure maîtrise des risques géotechniques.

Phase Projet (PRO)

Elle est réalisée au stade du projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées suffisamment représentatives pour le site. - Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.

- Fournir un dossier de synthèse des hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade du projet (valeurs caractéristiques des paramètres géotechniques en particulier), des notes techniques donnant les choix constructifs des ouvrages géotechniques (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions vis-à-vis des nappes et des avoisinants), des notes de calcul de dimensionnement, un avis sur les valeurs seuils et une approche des quantités.

Phase DCE / ACT

Elle est réalisée pour finaliser le Dossier de Consultation des Entreprises et assister le maître d'ouvrage pour l'établissement des Contrats de Travaux avec le ou les entrepreneurs retenus pour les ouvrages géotechniques.

- Établir ou participer à la rédaction des documents techniques nécessaires et suffisants à la consultation des entreprises pour leurs études de réalisation des ouvrages géotechniques (dossier de la phase Projet avec plans, notices techniques, cahier des charges particulières, cadre de bordereau des prix et d'estimatif, planning prévisionnel).
- Assister éventuellement le maître d'ouvrage pour la sélection des entreprises, analyser les offres techniques, participé à la finalisation des pièces techniques des contrats de travaux.

ETAPE 3 : ETUDES GEOTECHNIQUES DE REALISATION (G3 et G4, distinctes et simultanées)

ETUDE ET SUIVI GEOTECHNIQUES D'EXECUTION (G3)

Cette mission permet de réduire les risques géotechniques résiduels par la mise en œuvre à temps de mesures correctives d'adaptation ou d'optimisation. Elle est confiée à l'entrepreneur sauf disposition contractuelle contraire, sur la base de la phase G2 DCE/ACT. Elle comprend deux phases interactives:

Phase Étude

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Étudier dans le détail les ouvrages géotechniques: notamment établissement d'une note d'hypothèses géotechniques sur la base des données fournies par le contrat de travaux ainsi que des résultats des éventuelles investigations complémentaires, définition et dimensionnement (calculs justificatifs) des ouvrages géotechniques, méthodes et conditions d'exécution (phasages généraux, suivis, auscultations et contrôles à prévoir, valeurs seuils, dispositions constructives complémentaires éventuelles).
- Élaborer le dossier géotechnique d'exécution des ouvrages géotechniques provisoires et définitifs: plans d'exécution, de phasage et de suivi.

Phase Suivi

- Suivre en continu les auscultations et l'exécution des ouvrages géotechniques, appliquer si nécessaire des dispositions constructives prédéfinies en phase Étude.
- Vérifier les données géotechniques par relevés lors des travaux et par un programme d'investigations géotechniques complémentaire si nécessaire (le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats).
- Établir la prestation géotechnique du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et fournir les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO).

SUPERVISION GEOTECHNIQUE D'EXECUTION (G4)

Cette mission permet de vérifier la conformité des hypothèses géotechniques prises en compte dans la mission d'étude et suivi géotechniques d'exécution. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend deux phases interactives:

Phase Supervision de l'étude d'exécution

- Donner un avis sur la pertinence des hypothèses géotechniques de l'étude géotechnique d'exécution, des dimensionnements et méthodes d'exécution, des adaptations ou optimisations des ouvrages géotechniques proposés par l'entrepreneur, du plan de contrôle, du programme d'auscultation et des valeurs seuils.

Phase Supervision du suivi d'exécution

- Par interventions ponctuelles sur le chantier, donner un avis sur la pertinence du contexte géotechnique tel qu'observé par l'entrepreneur (G3), du comportement tel qu'observé par l'entrepreneur de l'ouvrage et des avoisinants concernés (G3), de l'adaptation ou de l'optimisation de l'ouvrage géotechnique proposée par l'entrepreneur (G3).
- Donner un avis sur la prestation géotechnique du DOE et sur les documents fournis pour le DIUO.

A TOUTES ETAPES : DIAGNOSTIC GEOTECHNIQUE (G5)

Pendant le déroulement d'un projet ou au cours de la vie d'un ouvrage, il peut être nécessaire de procéder, de façon strictement limitative, à l'étude d'un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques, dans le cadre d'une mission ponctuelle. Ce diagnostic géotechnique précise l'influence de cet ou ces éléments géotechniques sur les risques géotechniques identifiés ainsi que leurs conséquences possibles pour le projet ou l'ouvrage existant.

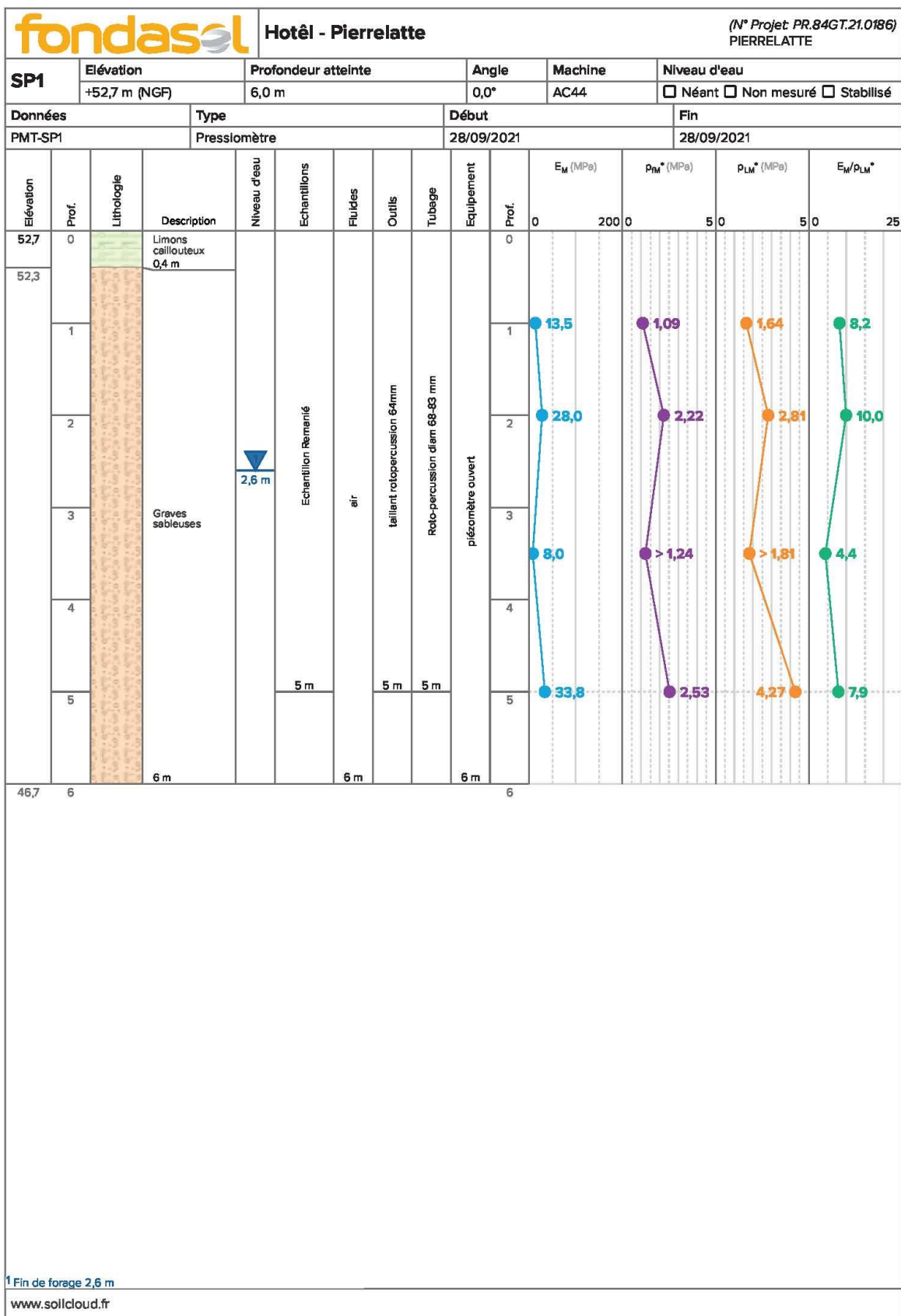
- Définir, après enquête documentaire, un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Étudier un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques (par exemple soutènement, causes géotechniques d'un désordre) dans le cadre de ce diagnostic, mais sans aucune implication dans la globalité du projet ou dans l'étude de l'état général de l'ouvrage existant.

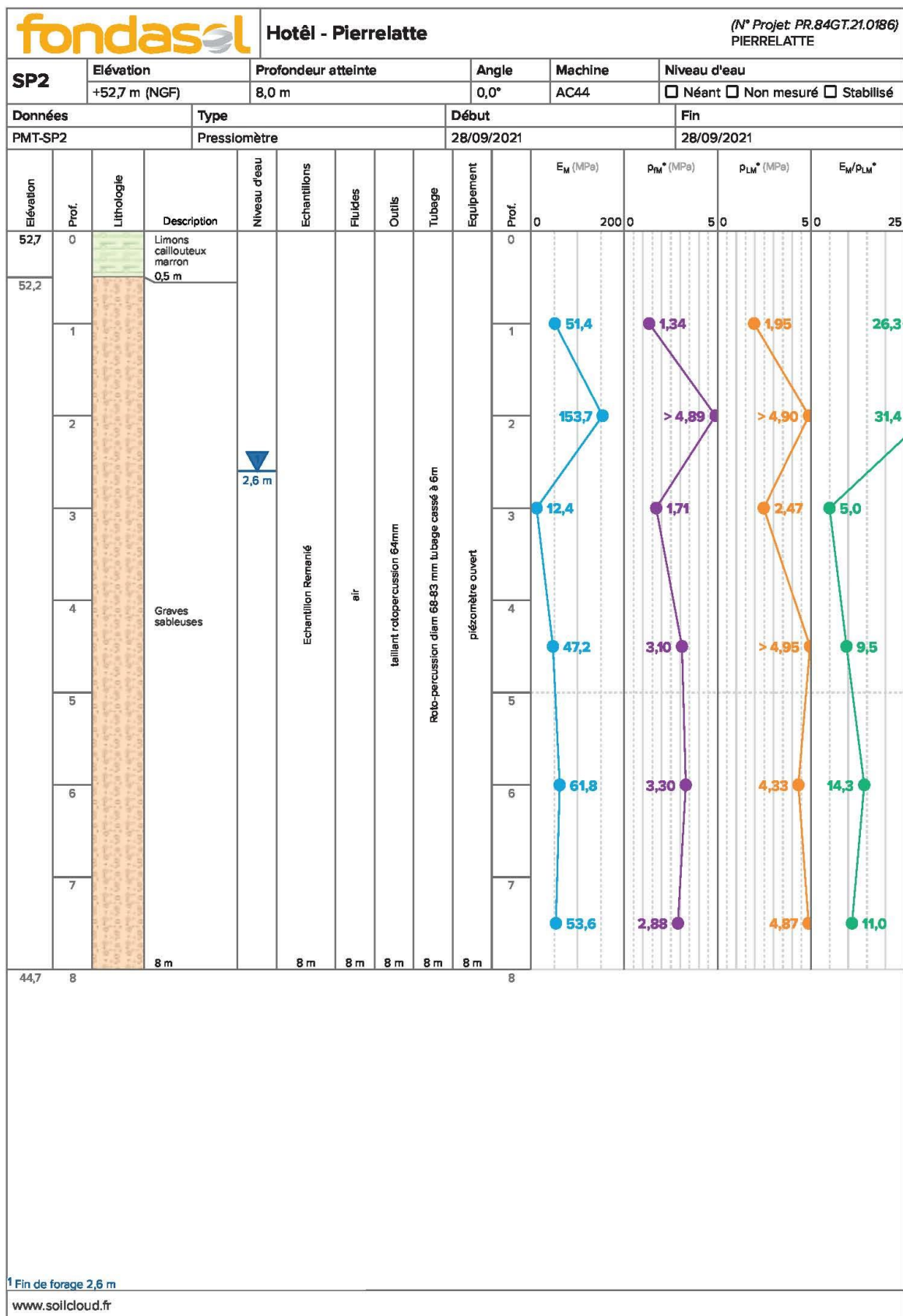
Si ce diagnostic conduit à modifier une partie du projet ou à réaliser des travaux sur l'ouvrage existant, des études géotechniques de conception et/ou d'exécution ainsi qu'un suivi et une supervision géotechniques seront réalisés ultérieurement, conformément à l'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étape 2 et/ou 3).

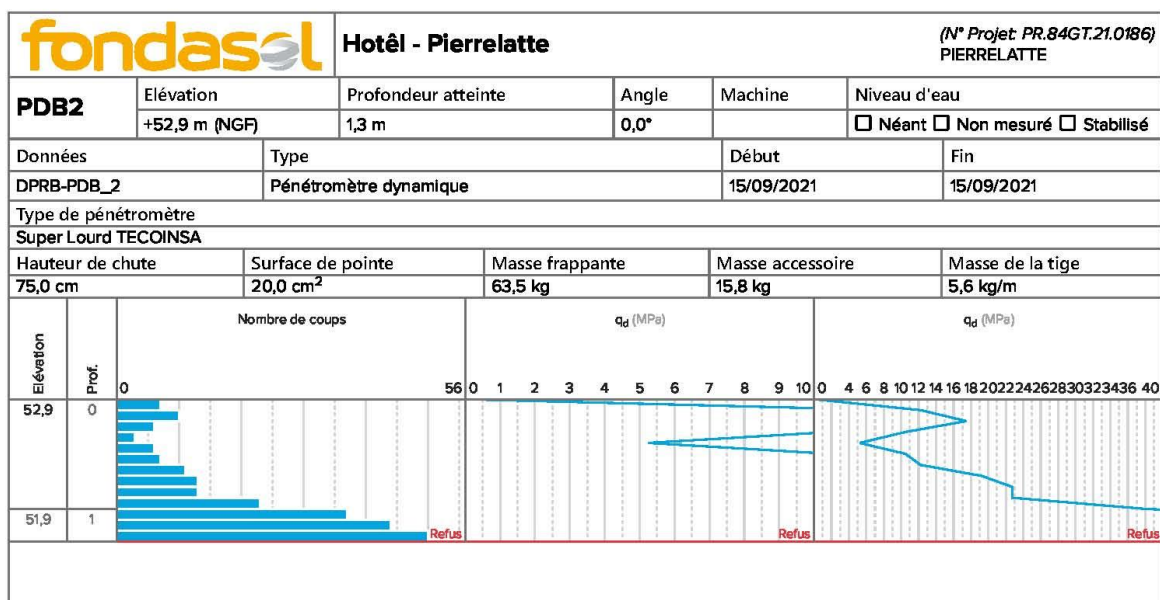
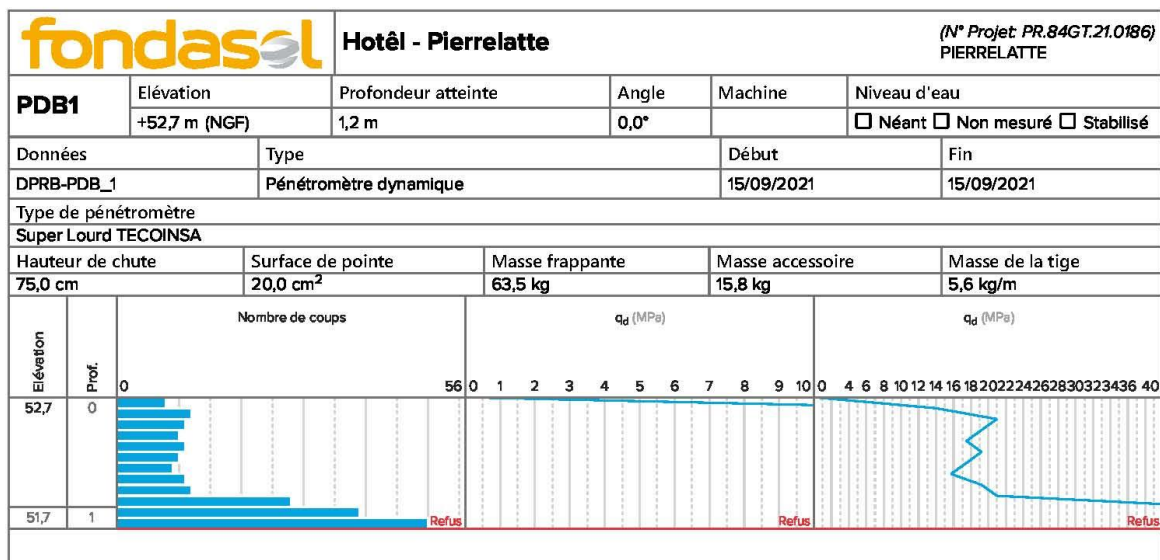
Février 2014

4. RESULTATS DES INVESTIGATIONS IN SITU – 10 PAGES

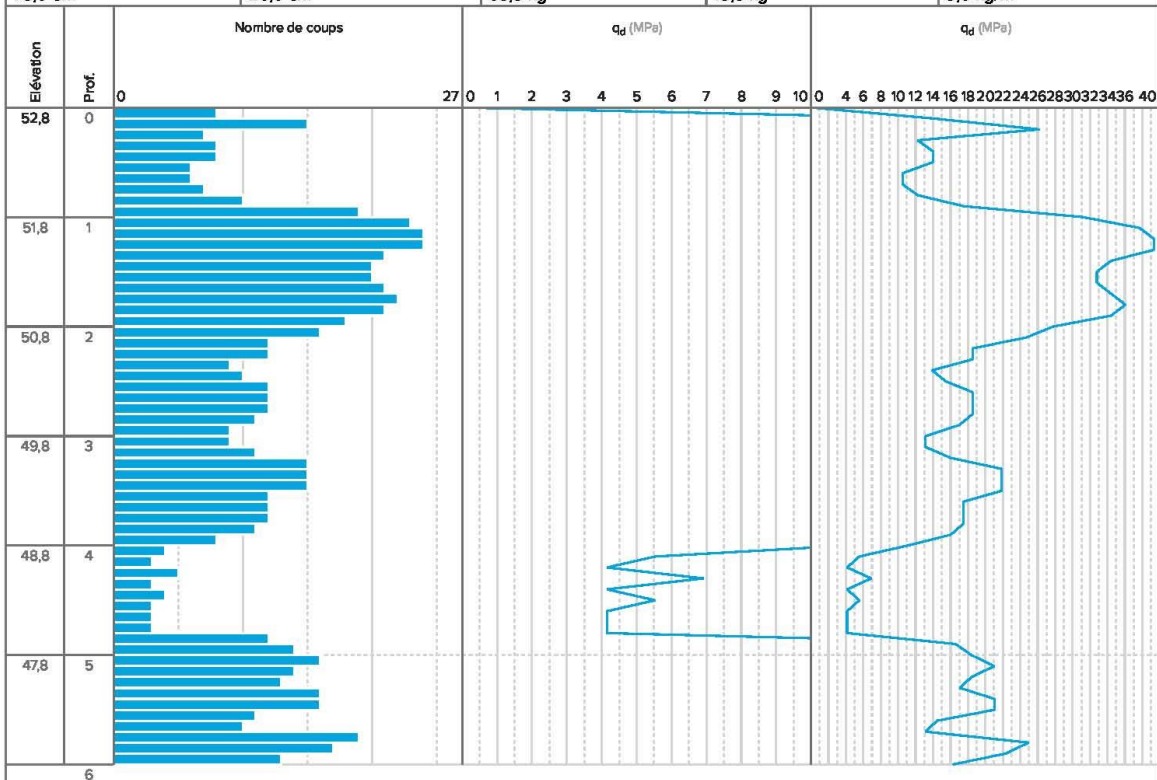






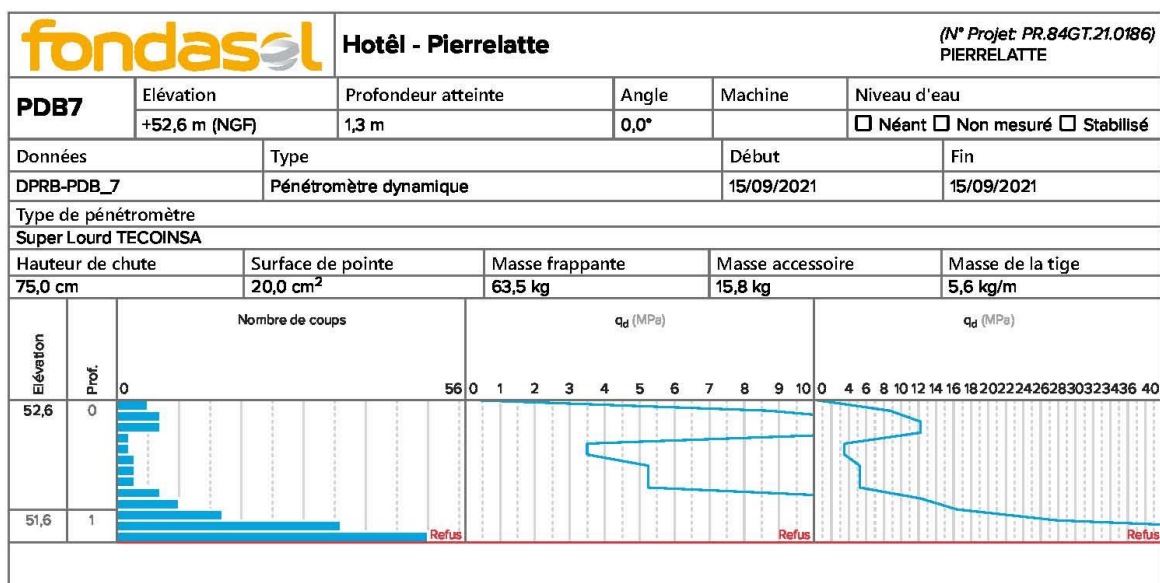
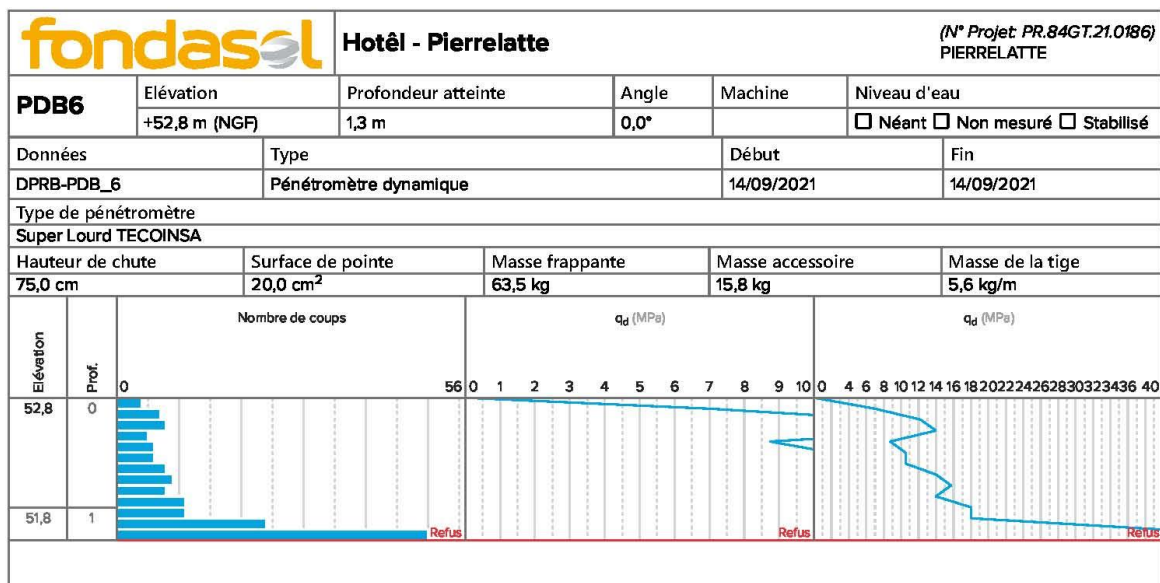


Hauteur de chute	Surface de pointe	Masse frappante	Masse accessoire	Masse de la tige
75,0 cm	20,0 cm ²	63,5 kg	15,8 kg	5,6 kg/m



fondasol		Hôtel - Pierrelatte			(N° Projet: PR.84GT.21.0186) PIERRELATTE											
PDB4	Elévation	Profondeur atteinte	Angle	Machine	Niveau d'eau											
	+52,6 m (NGF)	1,4 m	0,0°		<input type="checkbox"/> Néant <input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> Stabilisé											
Données		Type		Début		Fin										
DPRB-PDB_4		Pénétromètre dynamique		15/09/2021		15/09/2021										
Type de pénétromètre																
Super Lourd TECOINSA																
Hauteur de chute		Surface de pointe	Masse frappante	Masse accessoire	Masse de la tige											
75,0 cm		20,0 cm ²	63,5 kg	15,8 kg	5,6 kg/m											
Elévation	Prof.	Nombre de coups	q _d (MPa)							q _d (MPa)						
		0 56	0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10	0 4 6 8 10 12 14 16 18 20 22 24 26 28 30 32 34 36 40												
52,6	0															
51,6	1															
		Refus														

fondasol		Hôtel - Pierrelatte			(N° Projet: PR.84GT.21.0186) PIERRELATTE													
PDB5	Elévation	Profondeur atteinte	Angle	Machine	Niveau d'eau													
	+52,7 m (NGF)	6,7 m	0,0°		<input type="checkbox"/> Néant <input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> Stabilisé													
Données		Type		Début		Fin												
DPRB-PDB_5		Pénétromètre dynamique		15/09/2021		15/09/2021												
Type de pénétromètre																		
Super Lourd TECOINSA																		
Hauteur de chute		Surface de pointe	Masse frappante	Masse accessoire	Masse de la tige													
75,0 cm		20,0 cm ²	63,5 kg	15,8 kg	5,6 kg/m													
Elévation	Prof.	Nombre de coups	q _d (MPa)								q _d (MPa)							
			0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10								0 4 6 8 10 12 14 16 18 20 22 24 26 28 30 32 34 36 40							
52,7	0																	
51,7	1																	
50,7	2																	
49,7	3																	
48,7	4																	
47,7	5																	
46,7	6																	



www.soilcloud.fr

SP1	Elévation	Profondeur atteinte	Angle	Machine	Niveau d'eau
	+52,7 m (NGF)	6,0 m	0,0°		<input type="checkbox"/> Néant <input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> Stabilisé
Données	Type	Début	Fin		
PZO-SP_1	Piézomètre ouvert	Non renseigné	Non renseigné		

Sondage

Prof.	P	6,0 m
-------	---	-------

Diamètre	D	- mm
----------	---	------

Niveau d'eau

En cours de forage	H _w	2,8 m
--------------------	----------------	-------

Après équipement	H _w	2,6 m
------------------	----------------	-------

Tube
☒ PVC

Diamètre intérieur	D _i	0,42 mm
--------------------	----------------	---------

Diamètre extérieur	D _e	0,5 mm
--------------------	----------------	--------

Crépines	Fente	1,0 mm
----------	-------	--------

	De	2,0 à 6,0 m
--	----	-------------

Bouchon de fond	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
-----------------	---

Hauteur hors sol	H _t	0,4 m
------------------	----------------	-------

Mise en place

Bouchon d'argile	De	0,4 à 0,8 m
------------------	----	-------------

Gravier calibré	De	0,8 à 6,0 m
-----------------	----	-------------

- / - mm		
----------	--	--

Chaussette	De	0,0 à 0,0 m
------------	----	-------------

Protection

Tête métallique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
-----------------	---

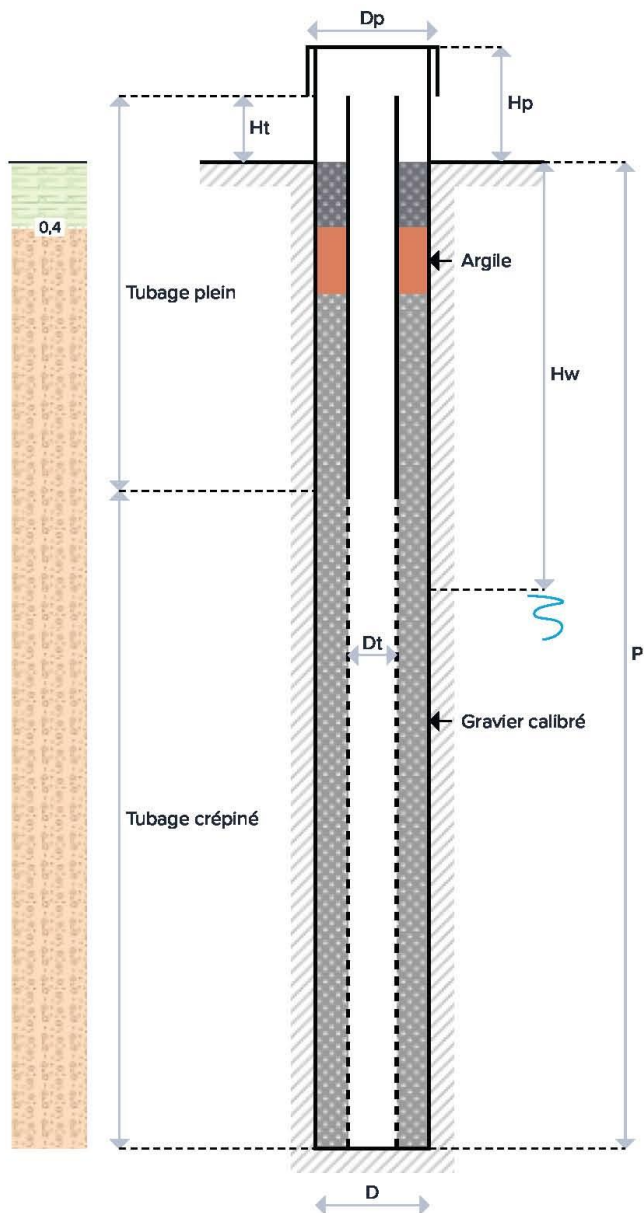
Cadenas	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
---------	---

Bouche à clef	<input checked="" type="checkbox"/> Non
---------------	---

Regard béton	<input checked="" type="checkbox"/> Non
--------------	---

Diamètre protection	D _p	0,9 mm
---------------------	----------------	--------

Hauteur hors sol	H _p	0,7 m
------------------	----------------	-------



SP2	Elévation +52,7 m (NGF)	Profondeur atteinte 8,0 m	Angle 0,0°	Machine	Niveau d'eau <input type="checkbox"/> Néant <input type="checkbox"/> Non mesuré <input type="checkbox"/> Stabilisé
Données	Type	Début	Fin		
PZO-SP_2	Piézomètre ouvert	Non renseigné	Non renseigné		

Sondage

Prof. P 6,0 m

Diamètre D - mm

Niveau d'eau

En cours de forage H_w 2,6 m

Après équipement H_w 2,5 m

Tube

☒ PVC

Diamètre intérieur D_t 0,42 mm

Diamètre extérieur D_t 0,5 mm

Crépines Fente 1,0 mm

De 2,0 à 6,0 m

Bouchon de fond ☒ Non

Hauteur hors sol H_t 0,4 m

Mise en place

Bouchon d'argile De 0,4 à 1,0 m

Gravier calibré De 1,0 à 6,0 m

- / - mm

Chaussette De 0,0 à 0,0 m

Protection

Tête métallique ☒ Oui

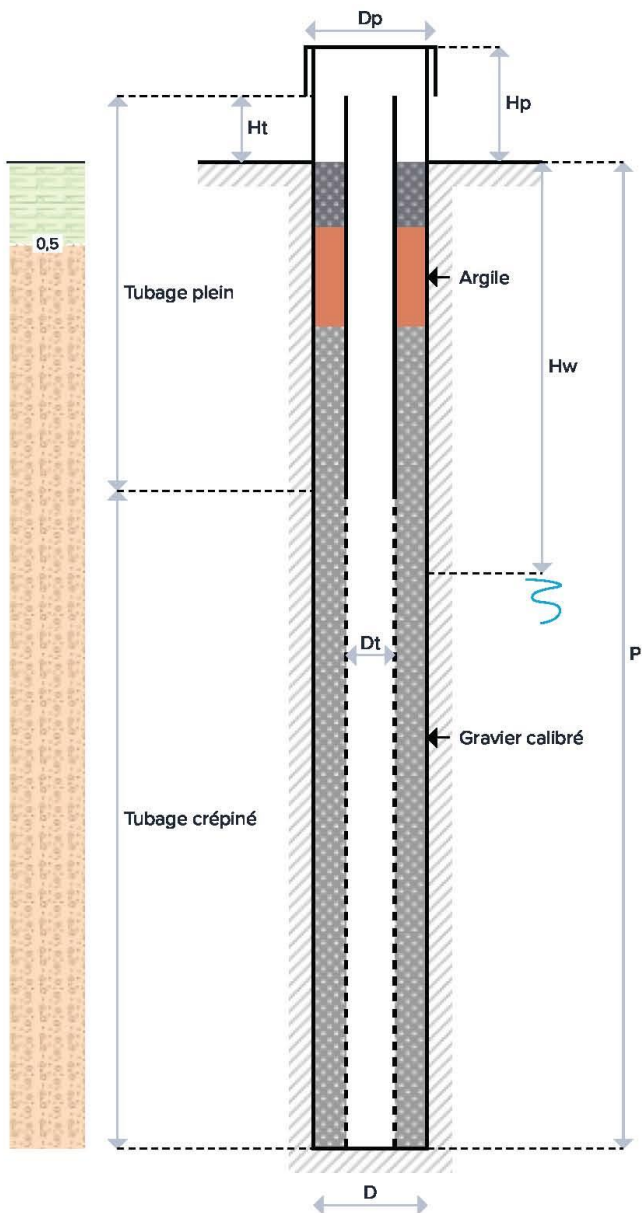
Cadenas ☒ Oui

Bouche à clef ☒ Non

Regard béton ☒ Non

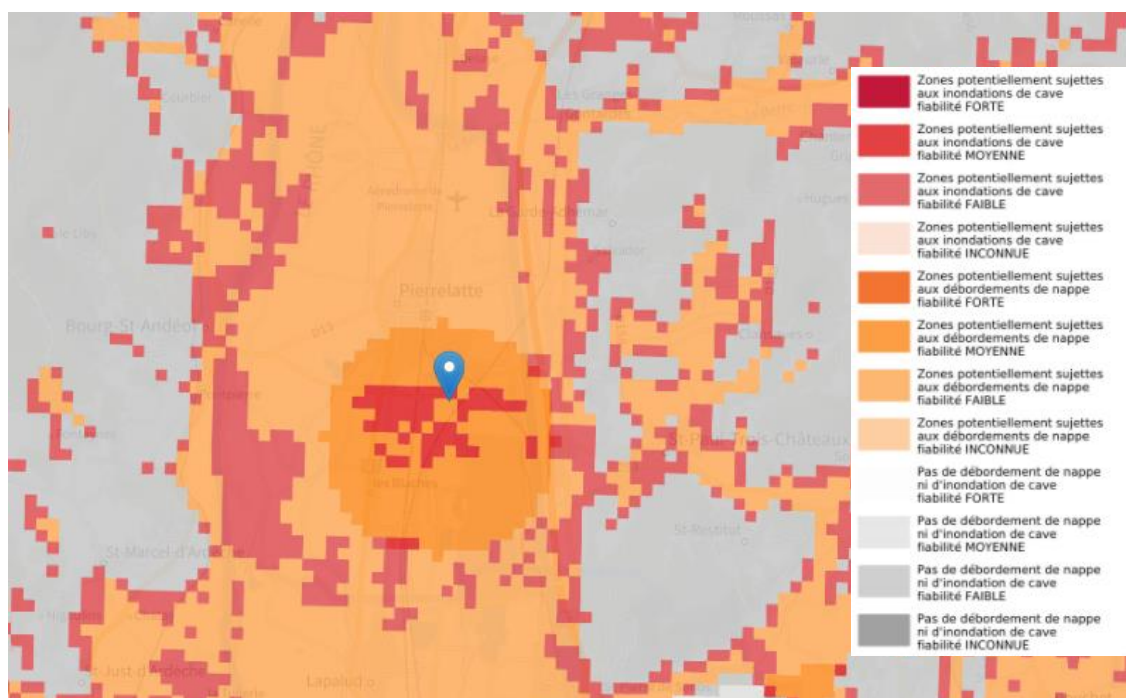
Diamètre protection D_p 0,9 mm

Hauteur hors sol H_p 0,7 m



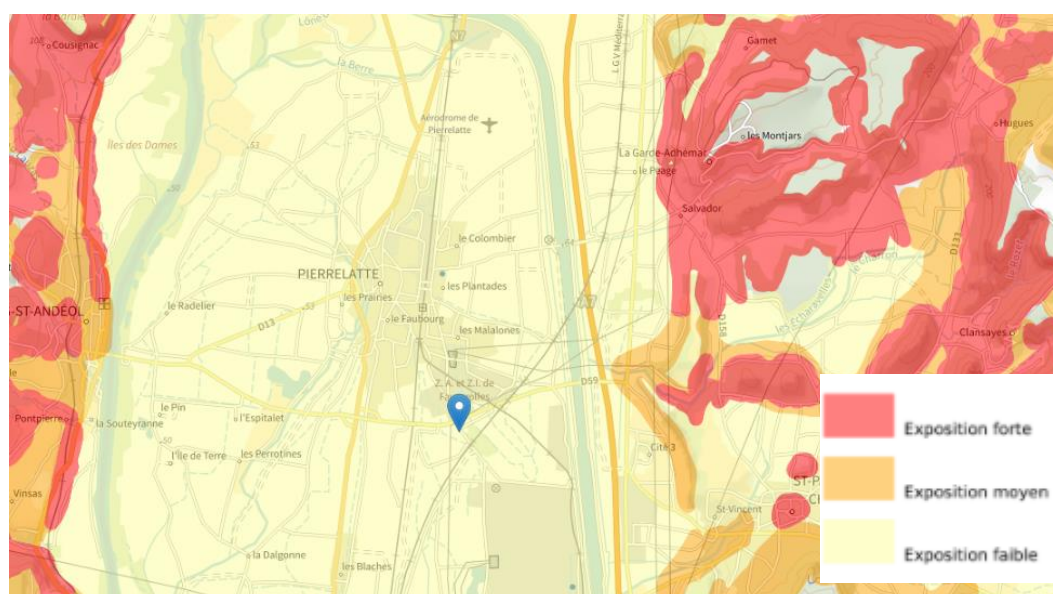
5. RISQUES NATURELS – 2 PAGES

RISQUE INONDATION / REMONTEE DE NAPPE



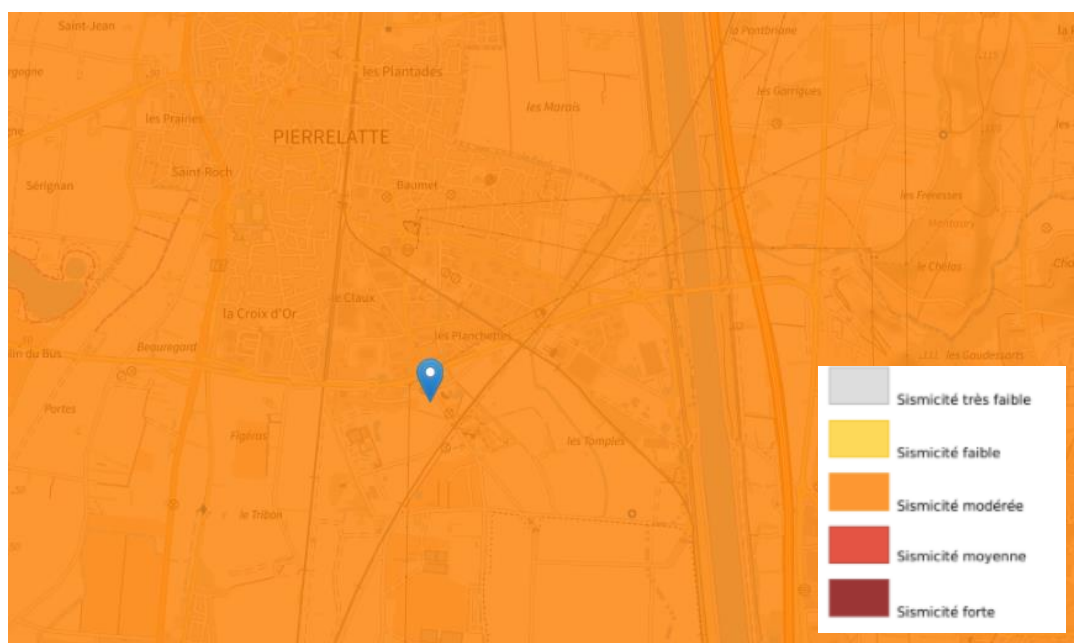
Extrait de la carte des remontées de nappe (source : www.georisques.gouv.fr)

RISQUE RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES



Extrait de la carte de sensibilité au retrait-gonflement des argiles (source : www.georisques.gouv.fr)

RISQUE SISMIQUE



Extrait de la carte de zonage sismique (source : www.georisques.gouv.fr)



www.groupefondasol.com

AGENCE DE

[Adresse1Agence]

[Adresse2Agence]

[CPAgence] [VilleAgence]

☎ [TelAgence]

✉ [MailAgence]